Pays de Montbéliard AGGLOMÉRATION
PRÉSENTE

# Rapport de présentation
# Compte Administratif 2022

Pays de Montbéliard AGGLOMÉRATION

SUIVEZ-NOUS
agglo-montbeliard.fr

# COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2022

Reflets de l'exécution budgétaire survenue en 2022, le compte de gestion élaboré par le comptable comme le Compte Administratif (CA) établi par les services de la collectivité permettent aux conseillers, comme chaque année, de mesurer et d'apprécier l'usage par l'exécutif des autorisations de dépenses et des prévisions de recettes votées par l'assemblée communautaire. **Après deux exercices plus ou moins fortement impactés par la crise sanitaire, l'année 2022 se rapproche davantage de la normale**. Bien entendu, les répercussions indirectes de la Covid-19 et des confinements continuent de jouer un rôle, tant à travers les perturbations persistantes de la construction automobile par les difficultés d'approvisionnement en composants électroniques affectant l'activité sur le territoire et les recettes de PMA, que par la **pression inflationniste engendrée par la reprise d'une demande mondiale anticipée par rapport à celle de la production disponible**.

Les politiques monétaires des banques centrales occidentales, d'abord expansionnistes avant de se restreindre ensuite, celles budgétaires des États visant à renforcer la demande ou encore l'impact de l'invasion russe en Ukraine ont, il est vrai, contribué à cette poussée de l'inflation à des niveaux inédits depuis le début des années 1980. Cette **forte pression sur les prix, concentrée d'abord notamment sur les matières premières, s'est étendue ensuite en cours d'année, via les fluides ou les chantiers, à l'ensemble de l'économie, y compris les services et donc, à la plupart des postes de charges variables du budget de l'agglomération. Ce défi complexifie la gestion budgétaire de PMA, dont les recettes courantes augmentent certes, mais pas forcément au même rythme que l'inflation des dépenses**.

**Le total des investissements réalisés sur 2022 au budget général atteint 25,2 M€ et connaît un nouveau bond significatif de +5 M€,** après 20,2 M€ en 2021, ce qui représentait déjà 6 M€ de plus qu'en 2020, l'exercice le plus perturbé par la crise sanitaire. **Comme l'année antérieure, le chantier du nouveau conservatoire en constitue, et de loin, le premier poste avec 8,9 M€** (après 3,3 M€ au CA 2021). D'autres grands postes de dépenses d'équipement mandatés sur ce budget général recouvrent :

- **Technoland II** pour **2,5 M€** ;
- le **Programme Local de l'Habitat** (PLH) et les « aides à la pierre » pour **2,4 M€** ;
- la **gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations** (GEMAPI) pour près de **1,1 M€** ;

## Sommaire


*I. Des investissements réalisés pour le développement et l'équipement du Pays de Montbéliard ..... 7*

*II. Les équilibres préservés de la section de fonctionnement ..... 27*

*III. Les comptes administratifs de l'Agglomération reflètent depuis 2014 l'effort significatif de redressement financier ..... 49*

*IV. Compte de gestion du trésorier ..... 55*

*V. Décisions à intervenir ..... 55*

*VI. Annexes et Index ..... 57*


- la **rénovation urbaine** pour presque **1 M€** ;
- la **refonte des collectes des déchets ménagers** (avec la densification de la collecte et la préparation de l'introduction de la tarification incitative) pour environ **0,9 M€** ;
- le **début de la réappropriation du site de PSA Sud** pour **0,6 M€** ;
- **« Territoires d'Innovation »** pour près de **0,5 M€** ;
- les fonds de concours d'aide aux communes de l'enveloppe de cohésion intercommunale pour plus de 0,4 M€ ;
- l'aide à l'investissement des entreprises dépassant aussi 0,4 M€.

S'y adjoignent aussi d'autres réalisations significatives d'équipements sur les budgets annexes, telles que :

- le **développement d'évolitY** (ligne 3, bus Créalis, etc.) pour **3,3 M€** ;
- des **travaux sur les réseaux d'eau et d'assainissement** pour **4,6 M€** ;
- ou les **pistes cyclables** avec **1,5 M€**.

En dépit de cette nouvelle poussée des investissements, **la dette de l'agglomération se contracte encore un peu à 80,2 M€ au budget général (-0,2 M€) ou 138,5 M€ (-1,6 M€) tous budgets confondus**. Cela résulte, il est vrai, en partie du recours régulier à un encaissement différé des emprunts souscrits : 8 M€ d'emprunts nouveaux reçus en 2022, mais 9 M€ d'un autre emprunt d'ores et déjà contracté à recevoir en 2023, et même 1 M€ d'un emprunt souscrit à encaisser en 2024 seulement.

**Cependant, l'autofinancement ou l'épargne nette dégagée sur le budget général demeure fragile à environ 4,6 M€** (pour 2,4 M€ au CA 2021, 6,3 M€ au CA 2020, 6,8 M€ au CA 2019, 5,7 M€ au CA 2018, 4,6 M€ au CA 2017 ou encore 7 M€ au CA 2016). **Ce niveau devra être encore durablement renforcé pour couvrir *a minima* la charge structurelle du renouvellement incompressible des équipements** de l'agglomération.

# Les dépenses et les recettes réelles 2022 cumulées de fonctionnement et d'investissement

| Comptes administratifs 2022 | Dépenses réelles en € | Recettes réelles en € |
|---|---|---|
| Budget Général | 155 411 330 | 157 894 629 |
| Budget annexe eau (ancienne DSP) | 2 038 590 | 2 008 090 |
| Budget annexe eau (nouvelle DSP) | 756 009 | 1 277 733 |
| Budget annexe assainissement (anciennes DSP) | 3 882 143 | 3 675 838 |
| Budget annexe assainissement (nouvelle DSP) | 876 639 | 1 130 060 |
| Budget annexe ordures ménagères secteur Vallée du Rupt | 343 748 | 548 727 |
| Budget annexe ordures ménagères secteur Trois Cantons | 683 008 | 590 053 |
| Budget annexe ordures ménagères autres secteurs | 893 658 | 1 067 147 |
| Budget annexe de l'immobilier locatif | 1 296 336 | 1 446 078 |
| Budget annexe zone d'activités économiques du Charmontet | 0 | 0 |
| Budget annexe zone d'activités économiques du Technoland I | 49 533 | 0 |
| Budget annexe des mobilités | 28 645 769 | 33 089 726 |
| Budget annexe des services à la personne | 1 246 715 | 1 233 969 |
| **Total** | **196 123 480** | **203 962 052** |

Tous budgets et toutes sections confondus, le total sur 2022 des réalisations en dépenses et recettes se traduit par un solde positif de +7,8 M€ (cf. l'analyse détaillée des résultats en annexe du présent document, p. 58-59). L'agglomération, en clair, a davantage reçu de recettes qu'elle n'a effectivement dépensé.

Sans tenir compte de l'encaissement d'emprunts nouveaux à hauteur de 8 M€ (sur le seul budget général, car aucun autre budget n'en a connu l'an passé), le résultat est en réalité de –0,2 M€ tous budgets confondus. *A contrario*, ont été souscrits des emprunts nouveaux pour 11,5 M€, qui ne seront encaissés qu'en 2023, ce qui diffère un volume significatif de recettes, mais minore en même temps sur les années en cours les charges d'intérêts et de remboursement de capital qui en découleront.

# Schéma d'équilibre du budget général

COMPTE ADMINISTRATIF 2022 - BUDGET GENERAL

| Recettes | Dépenses |
|---|---|
| Produits fiscaux (Impôts ménages, CET, TASCOM, IFER, CVAE) 53,5 M€ | AC, DSC, FPIC, participation au redressement des finances publiques : 46,6 M€ |
| FNGIR + DCRTP : 36,9 M€ | Charges de personnel : 28,4 M€ |
| TEOM : 9 M€ | Charges de fonctionnement : 44,9 M€ - dont subventions aux budgets annexes : 965 K€ |
| Concours financiers de l'Etat (DGF + Dotations de compensations) 24,8 M€ | Intérêts de la dette nette : 2 M€ |
| Produits de fonctionnement divers : 10,6 M€ | |
| Recettes : 134,8 M€ | Dépenses : 121,9 M€ |

Section de fonctionnement

Epargne brute (autofinancement) : 12,9 M€

| Recettes | Dépenses |
|---|---|
| FCTVA : 2,2 M€ | Crédits de paiements 25,2 M€ dont : - Travaux et acquisitions : 18 M€ - Subventions d'équipement : 7,2 M€ |
| Subventions et divers : 9,7 M€ | |
| Emprunt : 8 M€ | |
| Prélèvement sur exercices antérieurs : 3,2 M€ | Remboursement du capital de la dette : 8,3 M€ |

Section d'investissement

**Recettes totales : 157,9 M€** *(fonctionnement + investissement)*

**Dépenses totales : 155,4 M€** *(fonctionnement + investissement)*

Résultat de l'exercice 2022 : +2,5 M€

Résultat global de clôture au 31 décembre 2022 : +0,9 M€

*Après intégration des résultats cumulés antérieurs (-7,4 M€) et le solde des reports 2022 (+5,8M€), le résultat global de clôture 2022 s'établit à + 0,9 M€*

## Explications de la signification des résultats présentés

Comme indiqué sous le schéma de la page précédente, l'exercice budgétaire 2022, s'agissant du seul budget général, présente un résultat positif de +2,5 M€, notamment dû aux emprunts réellement encaissés sur cet exercice qui s'établissent à 8 M€. D'autres emprunts ont été souscrits au cours de l'année pour un montant de 10,5 M€, mais ils ne seront encaissés qu'en 2023 et 2024, et font donc l'objet de reports de recettes.

À ce chiffre, il convient d'ajouter les résultats antérieurs qui étaient négatifs (-7,4 M€). Au 31 décembre 2022, ce budget général présente donc un résultat de clôture de –4,9 M€ ; il est ensuite complété par le solde des restes à réaliser d'un montant de +5,8 M€.

**Corrigé des restes à réaliser, le résultat global de clôture s'établit donc à +0,9 M€. Il sera repris lors de la prochaine décision modificative**.

# I. DES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉQUIPEMENT DU PAYS DE MONTBELIARD

## 1.1 UN EFFORT GLOBAL D'ÉQUIPEMENT SUR L'EXERCICE DE L'ORDRE DE PLUS DE 37,3 M€

### 1.1.1 Tableau de présentation de l'exécution des crédits votés par budget

*Dépenses d'investissement tous budgets confondus*

| Comptes Administratifs 2022 (montants en €) | Dépenses d'équipement | Remboursement de la dette | Dépenses réelles totales |
|---|---|---|---|
| Budget Général | 25 175 924 | 8 366 656 | 33 542 580 |
| Budget annexe des mobilités | 6 698 951 | 1 000 000 | 7 698 951 |
| Budgets annexes eau et assainissement | 4 633 031 | 1 274 130 | 5 907 161 |
| Budget annexe de l'immobilier locatif | 174 677 | 203 467 | 378 144 |
| Budgets annexes des ordures ménagères | 570 130 | 27 107 | 597 237 |
| Budget annexe des services à la personne | 26 006 | | 26 006 |
| TOTAL | 37 278 719 | 10 871 360 | 48 150 079 |

*Les réalisations 2022*

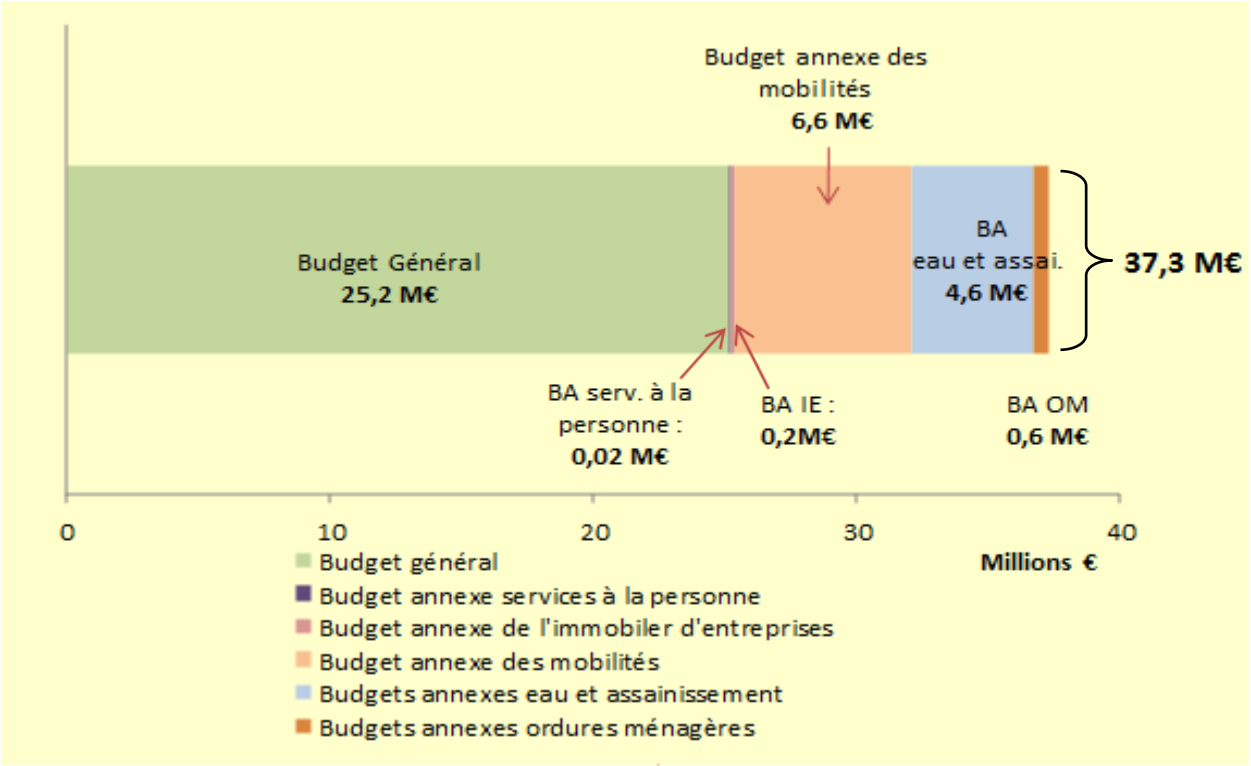
**Les dépenses d'investissement** (hors remboursement de la dette) **réalisées en 2022 approchent les 37,3 M€ tous budgets confondus, contre 30,9 M€ au CA 2021,** 22,5 M€ au CA 2020, 42,1 M€ au CA 2019, 31,8 M€ au CA 2018 et 33,4 M€ au CA 2017.

Elles proviennent essentiellement du budget général et du budget des transports.

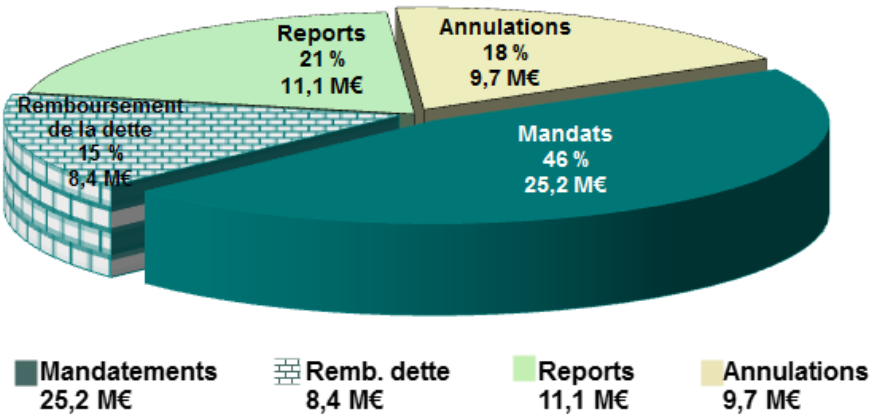
**Le remboursement du capital de la dette atteint 10,9 M€** et concerne principalement le budget général pour 8,4 M€, comme aussi les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement pour 1,3 M€ ou le budget annexe des transports pour 1 M€.

## 1.1.2 Répartition totale des investissements tous budgets confondus

*Investissements réalisés en 2022*




## 1.2 LES INVESTISSEMENTS DU BUDGET GÉNÉRAL




Sur 2022, le montant significatif des annulations qui atteint 9,7 M€, contre 10,5 M€ en 2021, s'explique d'abord par les crédits non consommés, mais ayant fait l'objet de reports sur 2023 comme pour la mise en place de la tarification incitative et notamment l'achat de bacs jaunes, dont le seul report s'élève à 2,6 M€.

| En € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| **Remboursement de la part nette en capital de la dette** | 13 113 697 | **8 366 656** | 0 | 4 747 041 |
| ***Opérations individualisées*** **:** | | | | |
| - Nouveau Conservatoire | 9 262 908 | **8 863 068** | | 399 840 |
| - Technoland II | 2 501 880 | **2 501 760** | | 120 |
| - PLH et aides à la pierre | 2 525 000 | **2 367 909** | | 157 091 |
| - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - GEMAPI | 1 661 250 | **1 055 215** | 356 327 | 249 708 |
| - Densification du dispositif de collecte et mise en place de la tarification incitative | 6 155 133 | **887 389** | 5 227 164 | 40 580 |
| - Rénovation urbaine | 990 000 | **974 971** | | 15 029 |
| - PSA Sud | 623 140 | **600 000** | | 23 140 |
| - Territoire d'Innovation | 970 573 | **457 447** | 16 474 | 496 652 |
| - Enveloppe de Cohésion Intercommunale (ECI - Fonds de concours aux communes) | 800 000 | **427 846** | | 372 154 |
| - Aides à l'investissement des entreprises (subventions d'équipement) | 500 000 | **425 777** | | 74 223 |
| - Maison des professionnels de Santé SYNAPSE | 685 612 | **282 445** | 393 170 | 9 997 |
| - PSA Nord (subvention à SPL Territoire 25 et rachat d'ouvrages) | 914 000 | **275 000** | | 639 000 |
| - Participation versée au Département pour les abords du collège de Bethoncourt | 250 000 | **250 000** | | 0 |
| - Stade Bonal (grosses réparations) | 192 949 | **190 846** | | 2 103 |
| - Territoire intelligent | 600 000 | **184 590** | | 415 410 |
| - Grosses réparations gymnases et plateaux sportifs | 289 081 | **160 958** | 102 142 | 25 981 |
| - Subvention déquipement à l'UFC pour la rénovation énergétique du campus | 130 000 | **130 000** | | 0 |
| - Acquisition matériel spécifique pour le laboratoire d'analyse des eaux | 210 500 | **129 976** | 80 503 | 21 |
| - Grosses réparations sur ouvrages d'art | 176 000 | **107 828** | | 68 172 |
| - Travaux Damassine | 87 913 | **87 913** | | 0 |
| - Usine d'incinération | 380 000 | **84 019** | | 295 981 |
| - Travaux CFA | 254 583 | **79 407** | 171 624 | 3 551 |
| - Travaux de voirie sur parcs d'activités économiques | 87 228 | **78 303** | 8 640 | 285 |
| - Numérica grosses réparations sur bâtiment | 144 512 | **77 772** | 62 413 | 4 327 |
| - Campus universitaire (étude extension) | 170 000 | **63 261** | | 106 739 |
| - Pavillon valorisation théâtre de Mandeure | 80 500 | **62 850** | | 17 650 |
| - Les Rives du Doubs (rachat à l'EPF) | 55 000 | **55 000** | | 0 |
| - Fort du Mont Bart (restauration) | 53 000 | **51 220** | | 1 780 |
| - autres opérations (réalisations < 50 000 €) | 1 590 126 | 252 429 | 949 220 | 388 477 |
| ***Opérations non individualisées*** **:** | | | | |
| - Travaux de construction et aménagements divers | 3 878 649 | **2 057 501** | 1 311 112 | 510 036 |
| - Acquisitions de terrains, mobilier, matériel et véhicules | 3 010 811 | **939 209** | 1 779 690 | 291 912 |
| - Subventions d'équipement | 831 651 | **407 190** | 222 000 | 202 461 |
| - Frais d'études, logiciels | 937 222 | **354 550** | 478 844 | 103 828 |
| - Autres | 265 437 | **252 275** | | 13 162 |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE** | 41 264 658 | **25 175 924** | 11 159 323 | 4 929 411 |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** | 54 378 355 | **33 542 579** | 11 159 323 | 9 676 453 |

## 1.2.1 L'enveloppe de cohésion intercommunale (ECI)

### *428 K€ de fonds de concours versés en 2022*

Ces fonds de concours versés en 2022 proviennent à la fois des règles ou décisions d'attribution antérieures à la fusion-extension, comme de l'application des pactes financiers et fiscaux de solidarité adoptés depuis lors.

Le dernier pacte financier et fiscal de solidarité, adopté en 2021, prévoit un maximum de 40 K€ au titre de l'enveloppe principale complété le cas échéant par +10 K€ pour les projets présentant une plus-value en termes de développement durable. Ces deux enveloppes peuvent être mobilisées par chaque commune jusqu'en 2026.

| Versement en 2022 de fonds de concours accordés au titre des précédents pactes financiers et fiscaux de solidarité | |
|---|---|
| **Beutal** (Remplacement de chaudière - mairie) | 6 K€ |
| **Bethoncourt** (Réfection sols souples écoles) | 5 K€ |
| **Bretigney** (Revalorisation patrimoine cœur du village) | 12 K€ |
| **Bondeval** (Réhabilitation des fontaines) | 3 K€ |
| **Exincourt** (Construction d'un cours de tennis couvert) | 9 K€ |
| **Saint-Julien-lès-Montbéliard** (Enfouissement réseaux secs Grande rue) | 37 K€ |
| **Sainte-Marie** (Mise en accessibilité de la mairie) | 4 K€ |
| **Saint-Maurice-Colombier** (matériel info école) | 4 K€ |
| **Saint-Maurice-Colombier** (Réfection voirie communale, rue Neuve) | 18 K€ |
| **Semondans** (Aménagement et réhabilitation mairie) | 20 K€ |
| **Villars-lès-Blamont** (Aménagement de sécurité RD73) | 5 K€ |
| **Villars-lès-Blamont** (Changement de chaudière pour salle des fêtes et mairie) | 8 K€ |
| | **131 K€** |

| Versement en 2022 de fonds de concours accordés au titre du nouveau pacte financier et fiscal de solidarité 2021-2026 | |
|---|---|
| **Abbévillers** (Remplacement fenêtres mairie et vestiaire club de foot) | 7 K€ |
| **Badevel** (e-écoferme) | 16 K€ |
| **Berche** (Pose d'une main courante le long d'un chemin piéton) | 5 K€ |
| **Colombier-Fontaine** (Achat d'un panneau numérique d'information) | 1 K€ |
| **Courcelles-lès-Montbéliard** (Aménagement du parking du cimetière) | 15 K€ |
| **Dambenois** (Renouvellement ordinateur secrétariat de mairie) | 1 K€ |
| **Dampierre-les-Bois** (Aménagement urbain et paysager et sécurisation rue de Beaucourt) | 12 K€ |
| **Dannemarie-lès-Glay** (Réfection rue Principale) | 11 K€ |
| **Dannemarie-lès-Glay** (Réfection de voirie impasse des Oichottes) | 5 K€ |
| **Dannemarie-lès-Glay** (Pose micro station - assainissement non collectif - bâtiments communaux) | 4 K€ |
| **Dannemarie-lès-Glay** (Installation pompe à chaleur logements à loyers modérés) | 5 K€ |
| **Dannemarie-lès-Glay** (Rénovation du parc communal d'éclairage public) | 4 K€ |
| **Dannemarie-lès-Glay** (Remise en état accès point R) | 1 K€ |
| **Dasle** (Aménagement abords salle des fêtes) | 15 K€ |
| **Dung** (Travaux de mise en sécurité de la rue du Grillon) | 4 K€ |
| **Etouvans** (Réfection peintures mairie et sol bureau du maire) | 2 K€ |
| **Etouvans** (Réfection deux salle de classe) | 1 K€ |
| **Etouvans** (Réfection de la façade du périscolaire) | 2 K€ |
| **Fesches-le-Châtel** (Réfection toiture ancienne usine Japy - ateliers municipaux) | 40 K€ |
| **Noirefontaine** (Aménagement sécuritaire de la traversée du village (deuxième tranche) | 40 K€ |
| **Neuchâtel-Urtière** (Travaux dans logement communal) | 35 K€ |
| **Neuchâtel-Urtière** (Rénovation rue de la Chapelle (complément) | 15 K€ |
| **Pierrefontaine-lès-Blamont** (Informatisation du secrétariat de mairie) | 2 K€ |
| **Raynans** (Réalisation d'un aménagement de sécurité rue de la Pérusse) | 4 K€ |
| **Seloncourt** (Aménagement rue Viette) | 40 K€ |
| **Villars-lès-Blamont** (Travaux préau de l'école) | 9 K€ |
| | **297 K€** |

## 1.2.2 Les opérations individualisées

***Les opérations individualisées réalisées atteignent 21,2 M€ en 2022.***

Elles concernent essentiellement :

- **le nouveau conservatoire : 8,9 M€.** Les dépenses réalisées en 2022 ont permis d'achever presque entièrement le chantier et ses aménagements. Le bâtiment sera opérationnel pour la rentrée scolaire 2023 ;
- **Technoland II : 2,5 M€**, dont 1,3 M€ de subventions d'équipement versées à la société d'économie mixte (SEM) Sedia missionnée pour cet aménagement de zone d'activités et 1,2 M€ de rachat d'ouvrages à cette même SEM comprenant de la voirie, des aménagements extérieurs et de l'éclairage public ;
- **le PLH : plus de 2,4 M€**, montant important du fait notamment des paiements par délégation de l'État des subventions engagées avec le plan de relance (1,5 M€) mis en place en sortie de crise sanitaire et portant principalement sur la réhabilitation énergétique performante du parc de logements sociaux existants. Les paiements de subventions communautaires du PLH (0,9 M€) concernent, quant à eux, plutôt le soutien au renouvellement de l'offre dans le parc locatif social (600 K€ environ) comme l'incitation à la rénovation énergétique dans le parc privé (300 K€ environ) ;
- **la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) : 1 M€** ; ces réalisations comportent :
  - des études réglementaires et de vulnérabilité sur l'ensemble des ouvrages de protection contre les inondations pour 410 K€,
  - des travaux de grosses réparations des ouvrages pour 342 K€, dont notamment la renaturation des bassins réservoirs de la Savoureuse et de l'Allan,
  - des travaux de confortement des berges et de diversification écologique pour 282 K€, dont, notamment le lit mineur du Gland à Hérimoncourt,
- **la densification du dispositif de collecte et l'étude sur la mise en place de la tarification incitative : 887 K€.** Ces crédits recouvrent notamment l'acquisition de bacs et leur installation en point de regroupement pour l'habitat vertical (362 K€), de cache-containers de collecte des biodéchets (124 K€), la mise en place de la redevance incitative (REOMI) comme l'élaboration de son fichier des redevables (122 K€), le matériel et l'adaptation des camions pour la REOMI (106 K€) ainsi que de conteneurs enterrés (28 K€) ;
- **la rénovation urbaine : 975 K€ mandatés en** 2022 pour les paiements de subvention en faveur de la rénovation urbaine des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), majoritairement dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau programme de rénovation urbaine (NPNRU) 2019-2025 (850 K€ environ), portant plus particulièrement sur les opérations de réaménagement ou de requalification des espaces publics, portés par Territoire 25 sur le secteur des Hexagones dans le quartier de la Petite-Hollande et par la commune de Sochaux dans le quartier Les Evoironnes ;
- **PSA Sud : 600 K€** de subvention à la société publique locale (SPL) Territoire 25 ; pour la concession d'aménagement de la reconversion de la friche PSA Sud située sur les communes de Sochaux et d'Exincourt ;
- **« Territoires d'Innovation » : 457 K€** ; PMA est chef de file du projet « Transformation d'un territoire industriel » porté par un consortium de 17 acteurs publics et privés, qui bénéficie du soutien du programme d'investissements d'avenir (PIA) « Territoires d'Innovation ». Ces dépenses 2022 recouvrent :
  - des études et des travaux de réhabilitation de la friche industrielle de Vieux-Charmont pour réaliser le projet Living Lab pour 415 K€,
  - le reversement d'une subvention encaissée par PMA à PSA pour 42 K€,
- **les aides à l'immobilier et à l'achat de matériels pour les entreprises : 426 K€**, dont celles à l'investissement en immobilier pour 347 K€ et sur le matériel pour 79 K€ ;
- **Maison des professionnels de santé Synapse : 282 K€** ont été mandatés pour la réalisation d'une partie de la maison des professionnels de santé ; mais environ 400 K€ ont été reportés sur 2023 pour le solde des travaux ;
- **PSA Nord : 275 K€,** de subvention à la SPL Territoire 25 ;
- **Stade Bonal : 191 K€** de travaux ont été mandatés sur le stade avec notamment l'installation d'une climatisation pour les locaux administratifs ainsi que la détection de gaz dans la chaufferie ;
- **« Territoire Intelligent » : 185 K€** avec l'appel à projets « Territoires Intelligents et Durables » lancé par la Région en mars 2021, visant de nouveaux services et usages numériques pour le bien-vivre ensemble de tout un territoire. Ces crédits 2022 ont financé des frais de recherche et de développement ainsi que du matériel informatique pour, par exemple des projets de développement d'une plateforme à destination des professionnels de santé, de renforcement des relations numériques avec les citoyens et en faveur de leur sécurité ;
- **les grosses réparations sur les gymnases et plateaux sportifs pour 161 K€**.

## 1.2.3 Les opérations non individualisées

***Les opérations non individualisées réalisées atteignent 4 M€ en 2022.***

- **les travaux de construction et d'aménagements : 2,1 M€**, tels que :
  - **les grosses réparations de voirie pour 847 K€.** Elles recouvrent principalement la voirie de Technoland I, des déchetteries et de la base de loisirs de Brognard ;
  - **les grosses réparations sur des bâtiments pour 580 K€**, qu'il s'agisse du siège de l'agglomération, mais aussi du stade Bonal, de l'Axone, de la Citédo, du laboratoire et de l'office du tourisme, etc. ;
  - **les travaux sur réseaux de collecte des eaux pluviales, la protection incendie et la suppression des points noirs orages** à hauteur de **410 K€.** Cela concerne notamment le renouvellement des réseaux d'eaux pluviales à Sainte-Marie, Nommay, Berche ;
  - les grosses réparations d'**espaces verts** pour **150 K€** ; ce sont des dépenses d'améliorations et de créations nécessaires pour maintenir à niveau les 250 ha d'espaces verts de l'agglomération, comprenant :
    - la sécurisation du pont et des abords de l'Île en Mouvement,
    - les plantations d'arbres sur les sites de PMA (renouvellement du patrimoine arboré),
    - la mise en place ou les réparations de clôtures, portails et délimiteurs de hauteurs,
    - le renouvellement de mobiliers urbains, etc.
- **les acquisitions de terrains, mobiliers, matériels et véhicules : 939 K€.** Cela englobe :
  - **des acquisitions de matériel pour la collecte des ordures ménagères ainsi que pour les déchetteries : 490 K€,** dont l'achat d'une pelle hydraulique sur pneus avec cabine élévatrice destinée au centre de tri des encombrants de Montévillars pour 164 K€, de compacteurs et de bennes pour la collecte sélective pour 133 K€, des réparations de véhicules et du matériel et outillage de l'atelier pour 82 K€, les bacs roulants et cache-containers pour 77 K€ ;
  - l'**acquisition de matériel** pour **342 K€**, dont de l'informatique pour 165 K€ notamment afin de sécuriser le système de stockage des données, l'achat et l'installation d'équipement sportifs pour la base de loisirs de Brognard pour 64 K€, mais aussi pour du mobilier, de la signalétique, etc.
- **les subventions d'équipement : 407 K€.** Elles concernent principalement :
  - la participation de PMA aux investissements du **syndicat mixte de l'aérodrome pour 160 K€** ;
  - le solde des attributions de subventions dans le cadre du **fonds régional des territoires (FRT) pour 72 K€** ;
  - une subvention d'équipement pour la rénovation du **Golf de Prunevelle de 52 K€** ;
  - des subventions au Moloco pour 25 K et à l'UTBM pour 18 **K€** ;
- **les frais d'études et acquisitions de logiciels : 355 K€**, incluant les droits d'usage et de l'acquisition de logiciels pour 172 K€ ;
- **les dépenses diverses pour 252 K€**, comprenant le remboursement d'avances au titre du FRT, pour 140 K€, et la régularisation d'imputations comptables concernant deux subventions du département pour les liaisons cyclables (imputées par erreur sur le compte correspondant à des subventions de l'État pour 112 K€ : cette écriture est équilibrée avec l'émission du titre de recette sur le bon compte).

***Les reports hors dette***
***➔ 11,2 M€***

Ils incluent :

- **les acquisitions avec 7,5 M€**, dont principalement :
  - **du matériel pour le service collecte des ordures ménagères (OM) pour 6,5 M€**, avec l'acquisition de bacs jaunes pour 2,6 M€, l'achat et l'installation de bacs des points de regroupement pour 1,6 M€, de matériel roulant pour la collecte des OM pour 1,4 M€; la création d'un quai de transfert pour les déchets recyclables pour 385 K€ ;
  - **diverses acquisitions à hauteur de 1 M€**, notamment la ferme des Gouttes pour 357 K€, l'installation de bornes escamo-

tables sur le campus pour 89 K€, du matériel spécifique du laboratoire pour 81 K€, le service reprographie pour 38 K€, le renouvellement du relais information service sur la zone de Technoland pour 48 K€, du matériel de vidéo protection sur la base de loisirs de Brognard pour 44 K€, etc.

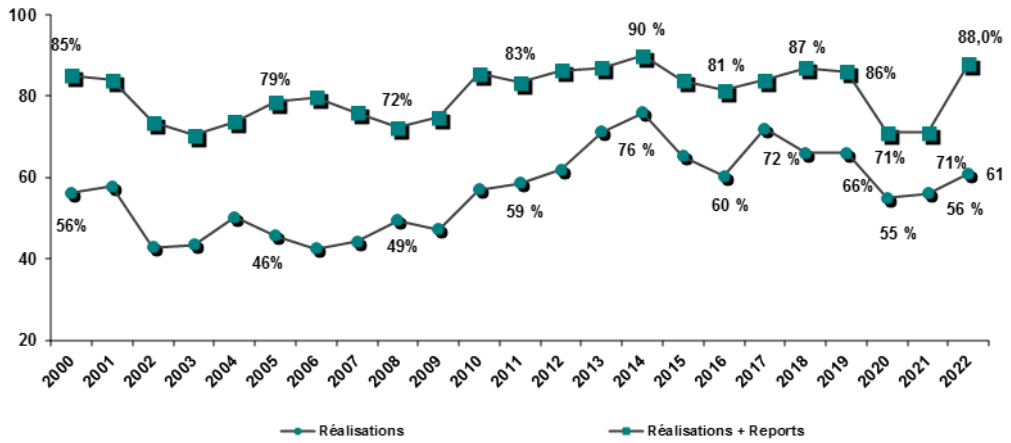
- **les travaux reportés pour 2,4 M€,** dont l'essentiel regroupe :
  - les grosses réparations sur les bâtiments pour **770 K€,** dont le centre de formation des apprentis pour 171 K€, les équipements sportifs pour 96 K€, le laboratoire pour 81 K€, la sécurisation du site de Mandeure pour 72 K€, l'Axone pour 71 K€, Numérica pour 62 K€ ;
  - la réhabilitation du bâtiment Synapse pour 393 K€ ;
  - des travaux dans le cadre de la GEMAPI pour 356 K€ ;
  - des travaux de génie civil de création du quai de transfert pour la collecte des bacs jaunes en porte-à-porte pour 295 K€ ;
  - la création de terrains familiaux destinés aux gens du voyage pour 201 K€ ;
  - des travaux sur les espaces verts pour 66 K€ ;
- **les dépenses d'acquisition de logiciels et frais d'études reportées, qui s'élèvent à 1 M€** et relèvent essentiellement du schéma directeur des eaux pluviales pour 279 K€, des études dans le cadre de GEMAPI pour 122 K€, du nouveau site internet pour 104 K€, de l'acquisition du logiciel du laboratoire pour 76 K€ ;
- les subventions d'équipement reportées pour 232 K€, qui concernent en grande partie la subvention à Ma Scène Nationale pour la création d'un pôle radio à hauteur de 192 K€.

## *Les annulations*
## *➔ 9,7 M€*

Elles concernent principalement :

- **des annulations de dépenses d'équipement pour 4,9 M€ :**
  - PSA Nord (hors zone d'implantation des fournisseurs - ZIF) rachat d'ouvrages et de terrains en fin de concession : 639 K€ ;
  - les crédits du projet « Territoires d'Innovation » pour 496 K€ ;
  - les crédits alloués aux projets « Territoire Intelligent » pour 415 K€ ;
  - les travaux du conservatoire ayant été décalés pour 400 K€ ;
  - l'enveloppe de cohésion intercommunale (pour 372 K€ destinés à financer les investissements municipaux. Ces crédits non réalisés le seront ultérieurement en fonction de l'avancée des travaux municipaux) ;
  - des travaux prévus sur l'usine d'incinération 296 K€ ;
  - des travaux GEMAPI pour 250 K€ .
- **des annulations d'écritures**, car des crédits prévus pour 4,8 M€ en vue de permettre **une éventuelle renégociation de dette**, supposant un remboursement combiné avec un nouvel emprunt. La banque concernée, Dexia Crédit Local, n'a finalement pas souhaité aller au bout de cette renégociation.

### *Taux de réalisation des dépenses d'investissement (budget général)*




Le taux de réalisation des dépenses d'investissement hors dette s'établit à 61 %. Il est de 88 % lorsque les reports sont ajoutés aux réalisations.

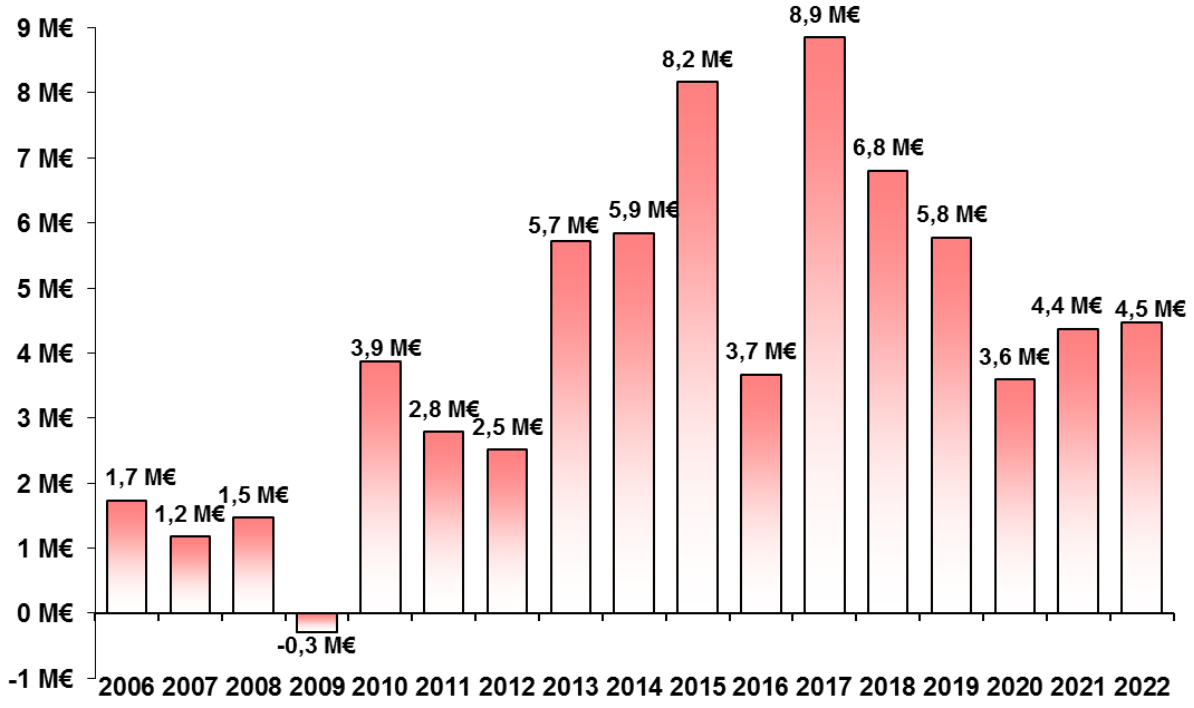
# 1.3 UN BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS EN PHASE DE REPRISE SUR 2022

**Si cette année 2022 encore, le produit encaissé du versement mobilité (VM) se redresse** pour atteindre 20,6 M€, affichant ainsi une augmentation de cette recette de +1,4 M€, après celle de +460 K€ enregistrée au CA 2021, alors même que le remboursement dudit VM aux entreprises décroît, **le CA de ce budget annexe laisse transparaître une fragilisation effective. L'augmentation du VM est, en réalité, pour l'essentiel absorbée par la progression des dépenses de fonctionnement de +1,4 M€ provenant notamment de celle de la compensation versée au délégataire** (+1M€) et de de la contribution de fonctionnement au Syndicat Mixte des transports du Nord Franche-Comté (+137 K€) comme des études sur la gratuité sur le réseau de bus ou l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du futur mode de gestion des mobilités (+105 K€). Cela explique la faible augmentation de l'épargne nette, qui se stabilise en fait à environ 4,5 M€ (contre 4,4 M€ au CA 2021 et 3,6 M€, tandis qu'elle s'était réduite de 8,9 M€ à 5,8 M€ entre les CA de 2017 et de 2019.

**Les investissements réalisés se sont accrus pour atteindre 6,7 M€** (contre 5,9 M€ au CA 2021 et 2,2 M€ au CA 2010). **Pour couvrir ces charges** et les restes à réaliser en investissement de l'ordre de 2,3 M€, **PMA a été contrainte de souscrire fin 2022 un nouvel emprunt de 1 M€** (qui sera effectivement encaissé en février 2024), et ce, pour la première fois depuis l'emprunt Caisse des dépôts et consignations (CDC) contracté en 2013 et mobilisé ensuite par étapes entre avril 2016 et novembre 2018.

**De fait, le BP adopté en mars dernier n'a pu se construire sur le seul produit du VM, obligeant le conseil d'agglomération à autoriser son subventionnement par le budget généra**l. Cette dégradation sensible, en termes prévisionnels, ne s'explique pas seulement par la juste réaffectation de certaines des dépenses de mobilité avant ses dernières années supportées par le budget général, mais provient aussi et surtout tant de la **levée par PMA d'options prévues dans la DSP pour améliorer les services rendus aux usagers** (telles que la gratuité des transports scolaires, le service à la demande tad'Y, la location de vélos à assistance électrique, ou le service de covoiturage) que de la **dynamique différentielle significative observée entre la compensation financière indexée sur les coûts d'exploitation présumés versée au délégataire, d'une part, et la masse salariale des entreprises de plus de 11 salariés assujetties au VM, d'autre part**. L'impact de la Covid-19 a d'abord amputé fortement le volume du VM surtout en 2020, tandis que la pression très inflationniste ressentie depuis la mi-2021 pousse cette compensation due par PMA à la hausse.

***Évolution de l'épargne brute du Budget Annexe des transports***




L'épargne brute dégagée au CA 2022 est quasi-identique à celle constatée en 2021.

## 1.3.1 Les dépenses d'investissement du budget annexe des transports

*Exécution des dépenses d'investissement (hors dette)*

| En € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| évolitY : Transport Haut Niveau de Service THNS | 4 945 300 | 3 285 956 | 0 | 1 659 344 |
| Pistes cyclables | 2 553 479 | 1 551 005 | 293 209 | 709 265 |
| Acquisition véhicules | 1 922 684 | 480 226 | 1 168 277 | 274 181 |
| Travaux site de la Charmotte CTPM | 920 782 | 479 625 | 340 001 | 101 156 |
| Arrêts, terminus, voirie (matériel et aménagement) | 694 143 | 347 862 | 170 905 | 175 376 |
| Mise en accessibilité des arrêts des 43 communes | 468 617 | 245 991 | 206 764 | 15 861 |
| Création de sanitaires aux terminus | 139 914 | 99 955 | 39 914 | 45 |
| Grosses réparations voies en sites propres bus | 100 000 | 98 365 | 0 | 1 635 |
| Travaux de remplacement de la cuve de carburant - évolitY | 99 778 | 84 953 | 559 | 14 266 |
| Signalisation Lumineuse Tricolore | 55 885 | 6 468 | 43 852 | 5 565 |
| Equipement matériel industriel et outillage | 20 590 | 14 225 | 6 093 | 272 |
| divers (acquisition logiciel et frais insertion) | 8 316 | 4 320 | 0 | 3 996 |
| Total des dépenses réelles | 11 929 487 | 6 698 951 | 2 269 573 | 2 960 963 |
| *Opérations d'ordre (Subventions inscrites au compte de résultat, Constatation de la créance TVA, Régularisation patrimoniale)* | *1 725 985* | *419 031* | *0* | *1 306 954* |
| Total des dépenses réelles et ordre | 13 655 472 | 7 117 982 | 2 269 573 | 4 267 917 |

## Les dépenses réalisées en 2022 ➔ 6 699 K€

Elles comprennent :

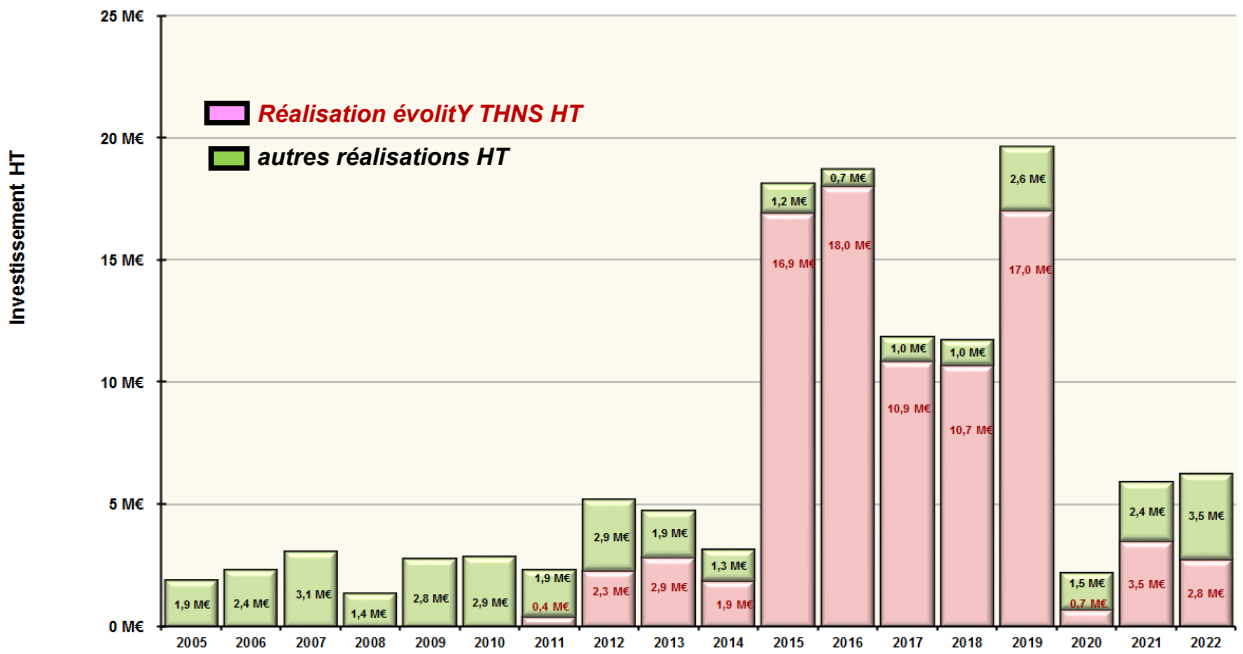
### Le projet évolitY
### ➔ 3 286 K€, dont :

- **2 568 K€** pour les **travaux de la ligne 3** ;
- **401 K€** pour les **acquisitions foncières et études** ;
- **294 K€** pour l'installation d'**abribus** ;
- **21 K€** pour l'acquisition de **bornes information voyageurs** (BIV).

### Les autres postes d'investissement
### ➔ 3 413 K€, dont :

- **1 551 K€** pour l'aménagement des **pistes cyclables**, dont 820 K€ pour les travaux de liaison Audincourt-Seloncourt-Hérimoncourt et l'acquisition de semi-barrières, 457 K€ pour la liaison Montbéliard-Bethoncourt, 241 K€ pour les grosses réparations et 31 K€ pour les études ;
- **480 K€** pour l'acquisition de **véhicules** ;
- **480 K€** pour l'aménagement et les grosses réparations du **site de la Charmotte** ;
- **348 K€** pour les travaux d'aménagement des ***arrêts de bus, terminus et de la voirie*** ;
- **246 K€** pour la **mise en accessibilité des arrêts des 43 communes** ;
- **100 K€** pour la création de **sanitaires aux terminus** ;
- **98 K€** pour les grosses réparations de voies en sites propres ;
- **85 K€** pour les travaux de remplacement de la cuve de carburant ;
- **14 K€** pour le matériel industriel et l'outillage.

### Les dépenses d'investissement (HT)



## Les reports 2022
## ➔ 2 270 K€

Ces crédits engagés, mais non décaissés au 31 décembre, incluent :

- **1 168 K€** pour l'acquisition de véhicules ;
- **340 K€** pour les travaux sur le site de la Charmotte ;
- **293 K€** pour l'aménagement des pistes cyclables ;
- **207 K€** pour la mise en accessibilité des arrêts des 43 communes ;
- **171 K€** pour le matériel et l'aménagement des arrêts, terminus et voirie ;
- **44 K€** pour la Signalisation Lumineuse Tricolore (SLT) ;
- **40 K€** pour la création de sanitaires aux terminus.

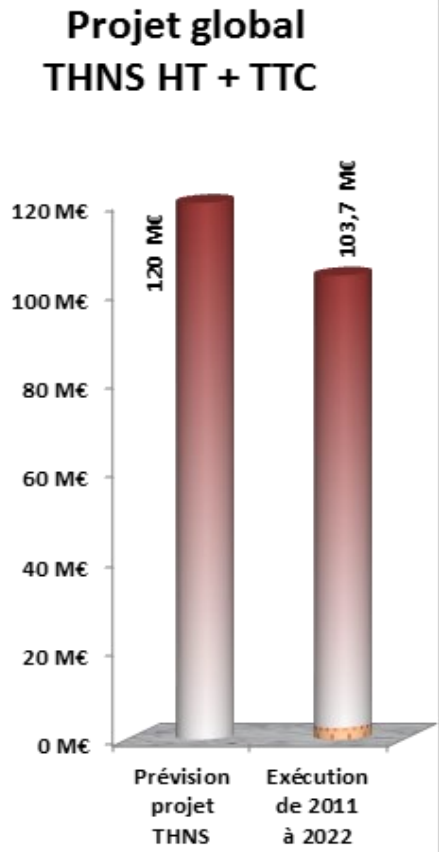
## Les annulations 2022
## ➔ 2 961 K€

Elles concernent principalement :

- le projet transport à haut niveau de service (THNS) pour **1 659 K€**, dont 203 K€ pour les acquisitions foncières et les frais d'études, 268 K€ pour l'acquisition des BIV, 1 030 K€ pour les travaux, 157 K€ pour l'acquisition d'abribus et 1 K€ pour les frais d'annonce ;
- les pistes cyclables pour **709 K€**, dont 346 K€ pour les schémas directeurs, 155 K€ pour les travaux de liaison, 67 K€ pour la signalétique touristique, acquisition d'arceaux, 65 K€ pour les frais d'études, 48 K€ pour l'acquisition de terrains et 20 K€ pour le schéma d'agglomération ;
- l'acquisition de véhicules pour **274 K€** ;
- le matériel et l'aménagement des arrêts, terminus et voirie pour **175 K€** ;
- les travaux du site de la Charmotte pour **101 K€** ;
- la mise en accessibilité des arrêts des 43 communes pour **16 K€** ;
- les travaux de remplacement de la cuve de carburant - évolitY pour **14 K€**.

En l'absence de reports de crédits pour les opérations relevant d'autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP), les dépenses correspondantes ont été décalées dans le cadre du Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) couvrant les années suivantes.

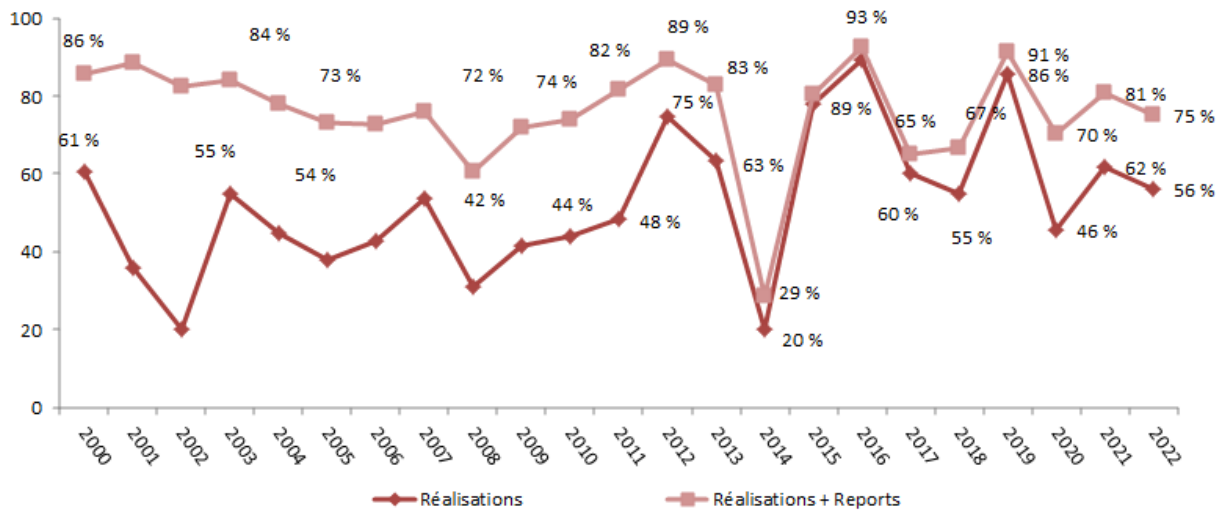
### *ÉvolitY-THNS : réalisations TTC en fonctionnement et investissement*




Fin 2022, le cumul des dépenses (fonctionnement + investissement) réalisées depuis 2011 pour le projet **THNS** s'élève à **103,7 M€**, dont :

- 101,1 M€ en investissement, soit **97 %** du coût total désormais anticipé du projet ;
- 2,6 M€ en fonctionnement, soit **2,5 %** de ce coût.

### *Taux de réalisation des dépenses d'investissement*




**Le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement s'élève à 56 %**. Si les reports sont pris en compte, ce taux (dit taux d'engagement) atteint **75 %**. Ces taux, comme ceux de 2021, s'avèrent nettement supérieurs à ceux de 2020, qui avaient été impactés par les conséquences du ralentissement ou de la paralysie de l'activité de nombreuses entreprises.

## 1.3.2 Les recettes d'investissement du budget annexe des transports

*Exécution des recettes d'investissement*

| En € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Solde |
|---|---|---|---|---|
| Réserves (affectation du résultat) | 4 851 919 | 4 851 919 | 0 | 0 |
| évolitY : Transport Haut Niveau de Service THNS | 1 933 505 | 1 371 711 | 514 101 | -47 693 |
| Subvention Etat - Mise en accessibilité des arrêts des 43 communes | 0 | 4 044 | 0 | 4 044 |
| Pistes cyclables | 522 849 | 649 550 | 36 246 | 162 947 |
| FCTVA | 817 000 | 782 236 | 0 | -34 764 |
| Total des recettes réelles | 8 125 273 | 7 659 460 | 550 347 | 84 534 |
| *Opérations d'ordre (Constatation de la créance TVA, sortie d'actif, autofinancement complémentaire)* | *7 687 522* | *4 301 304* | *0* | -3 386 218 |
| Total des recettes réelles et ordre | 15 812 795 | 11 960 764 | 550 347 | -3 301 684 |

### *Les réalisations 2022 ➔ 2 808 K€*

Les principales recettes d'investissement proviennent :

- de **subventions liées au projet THNS pour 1 372 K€** versées par l'État via le Grenelle de l'environnement (219 K€) ou de l'Union européenne (Fonds européen de développement régional - FEDER : 1 153 K€) ;
- du **fonds de compensation pour la TVA** (FCTVA) pour **782 K€** ;
- de ressources liées à **l'aménagement des pistes cyclables** pour **650 K€,** dont 392 K€ d'aides de la Région, 58 K€ de l'État et 200 K€ du Département ;
- de subvention de l'État pour la mise en accessibilité des arrêts des 43 communes pour **4 K€**.

### *Les reports 2022 ➔ 550 K€*

Ils proviennent pour **514 K€** de **subventions de l'Union** européenne (FEDER) et du **Grenelle de l'environnement** dans le cadre du projet THNS et pour **36 K€** de subventions de l'État et de la Région pour l'aménagement de pistes cyclables.

### *Le solde 2022 ➔ 84 K€*

Il correspond principalement à des recettes annulées pour **-83 K€** provenant :

- d'une subvention de l'Union européenne dans le cadre du THNS pour **-48 K€** ;
- du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) pour **-35 K€** ;

et d'une recette supplémentaire de 167 K€ non inscrite au budget provenant des subventions du Département et de la Région (163 K€) pour l'aménagement des pistes cyclables et d'une subvention de l'État pour la mise en conformité des arrêts des 43 communes (4 K€).

# 1.4 LES INVESTISSEMENTS DES AUTRES BUDGETS ANNEXES

## 1.4.1 Les dépenses d'investissement des budgets annexes eau et assainissement

| Montants en € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| Eau ancienne DSP | 3 285 432 | 1 649 292 | 672 050 | 964 090 |
| Eau nouvelle DSP | 854 046 | 253 568 | 480 843 | 119 635 |
| Assainissement ancienne DSP | 4 125 420 | 2 667 681 | 786 636 | 671 103 |
| Assainissement nouvelle DSP | 206 125 | 62 489 | 57 937 | 85 699 |
| **Total des dépenses réelles (hors dette)** | **8 471 023** | **4 633 030** | **1 997 466** | **1 840 527** |
| *Remboursement du capital de la dette* | *1 411 826* | *1 274 129* | | *137 697* |
| **Total des dépenses réelles (y compris dette)** | **9 882 849** | **5 907 160** | **1 997 466** | **1 978 224** |

***Budgets annexes eau - présentation par nature de dépenses***

| Montants en € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| **Etudes** | 634 313 | 132 390 | 349 536 | 152 388 |
| **Acquisitions** | 504 947 | 7 621 | 196 722 | 300 604 |
| **Travaux et divers** | 2 994 396 | 1 757 028 | 606 635 | 630 733 |
| **Total des dépenses réelles (hors dette)** | **4 133 656** | **1 897 039** | **1 152 893** | **1 083 725** |
| *Remboursement du capital de la dette* | *455 700* | *365 167* | | *90 533* |
| *Reprise des déficits des communes (ajustement)* | *5 822* | *5 822* | | |
| **Total des dépenses réelles (y compris dette)** | **4 595 178** | **2 268 028** | **1 152 893** | **1 174 258** |

**Les dépenses d'équipement réalisées en 2022 pour 1,9 M€** comprennent notamment :

- **1 445 K€** de **travaux sur réseaux communaux** dont notamment à Montbéliard (avenue des Alliés et rue du Mont Bart) pour 277 K€, à Vieux-Charmont (rue Romaine et rue Clématite) pour 218 K€, à Étupes (rue du Grand Faubourg) pour 192 K€, à Sainte-Suzanne (rue du Stade) pour 141 K€, à Vandoncourt (rue Piquet) pour 135 K€ ;
- **156 K€** pour la **protection de la ressource en eau** ;
- **131 K€ d'études** de faisabilité pour les **ressources alternatives** en eau et le **schéma directeur** ;
- **70 K€ de travaux** notamment sur le site de Mathay ;
- 42 K€ sur les réservoirs d'eau y compris les chemins d'accès, les installations de clôtures et les installations de vidange.

**Les reports s'établissent à 1,2 M€**. Le budget annexe de l'ancienne DSP n'existant plus au 1er janvier 2023, ses reports seront transférés sur le budget annexe nouvelle DSP. Les reports concernent principalement les opérations en cours, telles que :

- les travaux sur réseaux communaux pour 458 K€ ;
- des études et travaux sur la faisabilité des ressources alternatives d'alimentation en eau potable (AEP) ainsi que le schéma directeur pour 350 K€ ;
- l'acquisition de terrains en vue de la fiabilisation et de la protection du captage de la ressource en eau potable pour 153 K€ ;
- les travaux sur l'usine de production d'eau potable de Mathay pour 122 K€.

## Taux de réalisation des investissements des budgets annexes de l'eau

**Le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement** (hors dette et reprise des résultats) **s'élève à 46 %**.

Si les reports sont pris en compte (taux d'engagement), ce taux atteint **74 %**.

## Budgets annexes assainissement - Présentation par nature de dépenses

| Montants en € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| **Etudes** | 425 949 | 33 569 | 306 279 | 86 102 |
| **Acquisitions** | 87 620 | 34 899 | 4 000 | 48 721 |
| **Travaux et divers** | 3 808 475 | 2 652 205 | 534 294 | 621 977 |
| **Total des dépenses réelles** (hors dette) | **4 322 045** | **2 720 672** | **844 573** | **756 800** |
| *Remboursement du capital de la dette* | *956 126* | *908 962* | | *47 164* |
| *Reprise des déficits des communes (ajustement)* | *9 500* | *9 499* | | *1* |
| **Total des dépenses réelles** (y compris dette) | **5 287 671** | **3 639 133** | **844 573** | **803 965** |

Les **dépenses d'équipement réalisées en 2022**, sur l'ensemble des budgets annexes d'assainissement confondus (hors dette) approchent les **2,7 M€**. Elles concernent principalement :

- **des travaux neufs sur les réseaux** pour **2,4 M€**, dont notamment à Sochaux (secteur du musée Peugeot) pour 500 K€, à Grand-Charmont (rue de Nommay) pour 405 K€, à Mandeure (rue de la Papeterie) pour 369 K€, à Mathay (rue des Aviateurs) pour 228 K€, à Bethoncourt (le long de la RD 432) pour 207 K€ et à Montbéliard (rue Guynemer) pour 189 K€ ;
- **des travaux sur les stations d'épuration** pour **184 K€** ;
- **des études** (diagnostics, schéma directeur, etc.) pour **33 K€**.

**Les reports s'établissent à 845 K€.** Le budget annexe de l'ancienne DSP n'existant plus au 1er janvier 2023, ses reports seront transférés sur le budget annexe nouvelle DSP. Les reports concernent principalement les opérations en cours, telles que :

- les études du schéma directeur et divers diagnostics pour **306 K€** ;
- les travaux sur stations et mises à niveau d'ouvrages pour 260 K€ ;
- les travaux sur réseaux pour 207 K€.

## Taux de réalisation des investissements des budgets annexes de l'assainissement

**Le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement** (hors dette et hors reprise des déficits) **s'élève à 63%**.

Si les reports sont pris en compte (taux d'engagement), ce taux atteint **82 %.**

## 1.4.2 Les dépenses d'investissement des budgets annexes des ordures ménagères

| Montants en € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| Secteur Vallée du Rupt | 485 636 | 167 349 | 312 887 | 5 400 |
| Secteur Trois Cantons | 537 215 | 203 253 | 316 863 | 17 099 |
| autres secteurs (ex-SIEVOM) | 920 724 | 199 528 | 685 834 | 35 362 |
| **Total des dépenses réelles (hors dette)** | **1 943 575** | **570 130** | **1 315 584** | **57 861** |
| *Remboursement du capital de la dette* | *27 200* | *27 107* | | *93* |
| **Total des dépenses réelles (y compris dette)** | **1 970 775** | **597 237** | **1 315 584** | **57 954** |

### *Budgets annexes des ordures ménagères - Présentation par nature de dépenses*

| Montants en € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| Etudes | 1 920 | 1 920 | 0 | 0 |
| Acquisitions | 1 750 773 | 427 019 | 1 285 705 | 38 049 |
| Travaux | 190 882 | 141 191 | 29 879 | 19 812 |
| **Total des dépenses réelles (hors dette)** | **1 943 575** | **570 130** | **1 315 584** | **57 861** |
| *Remboursement du capital de la dette* | *27 200* | *27 107* | | *93* |
| **Total des dépenses réelles (y compris dette)** | **1 970 775** | **597 237** | **1 315 584** | **57 954** |

**Les dépenses d'investissement 2022 (hors dette)** des budgets annexes ordures ménagères (donc hors ex-PMA 29 relevant du budget général sur cette compétence) avoisinent **570 K€**.

Elles incluent surtout les travaux dans les déchetteries pour 138 K€, l'acquisition de cache-containers pour la collecte des biodéchets pour 118 K€, l'acquisition de bacs roulants pour 104 K€ et l'acquisition de matériel roulant pour la collecte pour 100 K€.

**Les reports sur 2022 s'élèvent à 1,3 M€** et recouvrent essentiellement l'acquisition de bacs jaunes pour 375 K€ et d'autre matériel nécessaire à la mise en place de la tarification incitative (dotation en bacs, adaptation ou identification des camions, matériel roulant) pour 605 K€.

**Le taux de réalisation des dépenses d'investissement** (hors dette) **des budgets annexes des ordures ménagères est de 29 %,** mais ce taux atteint 97 % lorsque les reports, correspondant à des dépenses engagées mais non encore payées, y sont intégrés.

## 1.4.3 Les dépenses d'investissement du budget annexe de l'immobilier d'entreprises

| Montants en € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| Acquisitions | 23 883 | 20 878 | | 3 005 |
| Travaux et divers | 861 684 | 153 078 | 34 189 | 674 417 |
| Etudes | 13 972 | 720 | 3 000 | 10 252 |
| Dépôts et cautions | 21 000 | 14 908 | | 6 092 |
| **Total des dépenses réelles (hors dette)** | **920 539** | **189 584** | **37 189** | **693 766** |
| *Remboursement du capital de la dette* | *188 600* | *188 559* | | *41* |
| **Total des dépenses réelles (y compris dette)** | **1 109 139** | **378 143** | **37 189** | **693 807** |

**Les dépenses d'investissement hors dette s'élèvent à 190 K€** et incluent des travaux de réparation sur différents bâtiments, tels que ceux sur :

- les pépinières d'entreprises pour 73 K€ ;
- le bâtiment IP Marti pour 41 K€ ;
- les hôtels d'entreprises 1 et 2 : 32 K€.

**Les reports d'investissement s'élèvent à 37 K€** et correspondent pour l'essentiel à des travaux décalés sur les différents sites.

**Les annulations pour 693 K€** correspondant essentiellement à des travaux de grosses réparations sur le bâtiment IP Marti, qui n'ont débuté qu'au 1er trimestre 2023 et qui ont été réinscrits au budget primitif 2023.

### *Taux de réalisation des dépenses d'investissement du budget annexe de l'immobilier d'entreprises*

**Le taux de réalisation 2021 des dépenses réelles d'investissement hors dette s'établit à 21 %**.

Ce taux est porté à **25 %**, lorsque les reports y sont intégrés.

## 1.4.4 Les dépenses d'investissement du budget annexe des services à la personne

| Montants en € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
|---|---|---|---|---|
| Etudes, frais d'annonces des marchés | 108 | 0 | 0 | 108 |
| Acquisitions | 12 203 | 10 627 | 550 | 1 026 |
| Travaux | 17 974 | 15 379 | 931 | 1 664 |
| **Total des dépenses réelles** | **30 285** | **26 006** | **1 481** | **2 798** |

**Les dépenses réelles d'investissement 2022 s'élèvent à 26 K€** et recouvrent essentiellement la sécurisation de l'espace de stockage ainsi que sur des travaux de plomberie pour la mise aux normes des installations sanitaires.

**Les reports de dépenses atteignent 1,5 K€** et comprennent des réparations sur bâtiment comme du matériel divers.

**Le taux de réalisation des dépenses d'investissement est de 86 %.** Ce taux est porté à 91 % lorsque les restes à réaliser y sont intégrés.

# 1.5 PRÉSENTATION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ENCAISSÉES

*Recettes d'investissement tous budgets confondus (hors dette et cessions)*

| | Recettes réelles d'investissement hors emprunt et cessions | | | |
|---|---|---|---|---|
| Compte administratif- Montants en € | Crédits votés | Réalisations | Restes à réaliser | Annulations |
| Budget général | 19 136 177 | 11 890 520 | 6 485 411 | 760 246 |
| Budgets annexes de l'eau et de l'assainissement | 2 745 861 | 2 028 835 | 615 368 | 101 658 |
| Budgets annexes des ordures ménagères | 437 022 | 250 544 | 72 089 | 114 389 |
| Budget annexe de l'immobilier d'entreprises | 109 146 | 109 715 | 0 | -569 |
| Budget annexe des transports urbains | 3 273 354 | 2 807 541 | 550 347 | -84 535 |
| Budget annexe des services à la personne | 19 486 | 14 674 | 0 | 4 812 |
| *Total hors prélèvements sur exercices antérieurs* | **25 721 046** | **17 101 829** | **7 723 215** | **896 002** |
| Prélèvements sur exercices antérieurs | 9 190 589 | 9 190 589 | | 0 |
| Reprise FCTVA et excédents des communes | 113 858 | 118 797 | | -4 939 |
| **Total général** | **35 025 493** | **26 411 215** | **7 723 215** | **891 063** |

***Pour le budget général,*** *des recettes réelles d'investissement (hors dette et cessions) de* ***11,9 M€.***

Elles proviennent principalement :

- des **subventions** reçues dans le cadre **de la construction du nouveau conservatoire** pour **3,7 M€** ;
  - Ville de Montbéliard : 1,2 M€ ;
  - Région : 1 M€ ;
  - Union européenne (FEDER) : 0,8 M€ ;
  - Département : 0,7 M€ ;
- **du FCTVA perçu : 2,2 M€** sur les opérations d'investissement éligibles ;
- des **remboursements d'avances de la part du Syndicat mixte Doubs très haut débit** (SMIX) pour le déploiement du haut débit pour **2 M€** ;
- des **subventions** obtenues en faveur de la mise en place **de la tarification incitative pour 0,7 M€** ;
- de la **subvention** dans le cadre **du PLH et des « aides à la pierre »** pour **0,6 M€** ;
- de la **dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)** au titre **de l'opération PSA Sud** pour **0,6 M€** ;
- des opérations de régularisation de comptes équilibrées en dépenses / recettes concernant des annulations de mandats sur exercices antérieurs pour 0,6 M€ ;
- de la subvention de la Région pour « territoire Intelligent » d'un montant de 0,3 M€.

**Les reports de crédits de recettes d'investissement s'élèvent à 6,5 M€** et portent essentiellement sur :

- les subventions attendues pour la construction du nouveau conservatoire :
  - Ville de Montbéliard : 1,6 M€ ;
  - Union européenne (FEDER) : 1 M€ ;
  - Département : 0,9 M€ ;
  - Région : 0,7 M€ ;
- les subventions dans le cadre du PLH « aides à la pierre » pour 0,9 M€ ;
- les subventions attendues pour l'aménagement du bâtiment Synapse pour 0,5 M€ ;
- les subventions de la Région dans le cadre de la mise en place de la collecte des biodéchets pour 0,2 M€.

***Pour les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement,*** *des recettes réelles d'investissement (hors dette) de* ***2 M€,***

dont :

- **la récupération de la TVA** via le transfert du droit à déduction pour **882 K€** ;
- **les subventions de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse** (AERMC) pour **421 K€** ou **du Département** pour **300 K€** ;
- le **reversement** d'une partie du produit de la **taxe d'aménagement** perçue par les communes pour **341K€**.

Les reports comprennent essentiellement des subventions de l'Agence de l'eau ou du Département, très souvent perçues avec un décalage par rapport à la réalisation des travaux.

***Pour les budgets annexes des ordures ménagères,*** *des recettes réelles d'investissement (hors dette) de* ***250 K€.***

Les recettes réalisées incluent **des subventions de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour 161 K€** et le **FCTVA pour 75 K€**. Les reports d'un montant de 72 K€ correspondent au reliquat des subventions attendues de l'ADEME et de la Région pour la mise en place de la collecte des biodéchets.

***Pour le budget annexe de l'immobilier locatif,*** *des recettes réelles d'investissement (hors dette) de* ***110 K€.***

Les recettes correspondent principalement au **remboursement par Sedia** des avances versées par PMA pour la construction de l'Hôtel Tertiaire Numerica pour **83 K€** et à une subvention de la Région pour les pépinières d'entreprises de 5 K€.

***Pour le budget annexe des services à la personne,*** *des recettes réelles d'investissement (hors dette) de* ***15 K€.***

Cela recouvre la subvention de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de 12 K€ pour des travaux de climatisation des locaux et du FCTVA pour 3 K€.

# II. LES ÉQUILIBRES PRESERVÉS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

## 2.1 UNE ANNÉE BUDGÉTAIRE ÉQUILIBRÉE SANS AUGMENTATION DE LA PRESSION FISCALE

### 2.1.1 Rappel du niveau des taux d'imposition

**En 2022, les élus communautaires ont reconduit leur choix de ne pas augmenter la pression fiscale sur les impositions directes.**

Ainsi, les taux demeurent inchangés, depuis 2017, pour :

- la taxe sur le foncier bâti (TFB) : 0,860 % ;
- la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) : 1,68 % ;
- la cotisation foncière des entreprises (CFE) : 25,47 % pour le taux de convergence. L'intégration fiscale progressive des taux validée par le conseil communautaire de 2017 à 2023 s'est poursuivie. En 2022, le taux le plus bas a été appliqué à Dannemarie-les-Glay (24,07 %) et le plus haut à Écurcey (26,70 %).

Concernant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, PMA n'a pas de pouvoir de taux. Son taux reste égal à celui appliqué en 2019, soit 9,53 %.

**En 2022, les taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sont restés à leur niveau de 2018 :**

- zone A, à taux minoré : 5,82 % ;
- zone B, à taux normal : 6,46 %.

Ces taux, qui s'appliquent sur le territoire des 29 communes de l'ancienne agglomération, s'avèrent toujours parmi les plus faibles observés dans les agglomérations de la grande région. Toutefois, le produit correspondant de la TEOM ne suffit pas à financer l'ensemble du coût de la compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ». Comme en témoigne l'état de la TEOM en annexe, il manque au présent CA 2022, 1 M€ pour couvrir les dépenses effectives de la compétence de l'exercice.

**En 2022, les élus communautaires ont maintenu le produit de la taxe GEMAPI à son niveau de 2021**. Les taux additionnels calculés par la direction départementale des finances publiques (DDFIP) ont été les suivants :

- 0,761 % sur la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP, pour les contribuables encore assujettis) et la THRS (0,550 % en 2021) ;
- 0,412 % sur la TFB (0,393 % en 2021) ;
- 0,489 % sur la TFNB (0,529 % en 2021) ;
- 0,491 % sur la CFE (0,508 % en 2021).

## 2.1.2 Produits fiscaux encaissés en 2022

En 2022, PMA a encaissé, au titre des rôles généraux et de la fraction de la valeur ajoutée (TVA - perçue en contrepartie de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales) un **produit fiscal global de 33 M€**.

À ce produit, s'ajoutent **plus de 8,9 M€ de TEOM**, en augmentation de 3,5 % par rapport à 2021.

Enfin PMA a encaissé, **en 2022, près de 1,3 M€ de rôles supplémentaires** (complétant le produit fiscal voté pour chaque impôt, compte tenu des vérifications et redressements opérés par les servies fiscaux après la notification des bases) dont 1,2 M€ de ces rôles supplémentaires, au titre de la CFE.

Les produits fiscaux, hors rôles supplémentaires, se répartissent entre :

- **la CFE : 12,8 M€** (soit au total 14 M€ perçus durant l'exercice en incluant les 1,2 M€ de rôles supplémentaires mentionnés ci-dessus). Ce produit est en augmentation de 0,3 M€ (+1,94 %) par rapport à 2021. Cette faible augmentation traduit une évolution des bases des locaux industriels très légèrement supérieure à la revalorisation forfaitaire et une diminution des bases des locaux professionnels et commerciaux qui sont évalués en fonction de grilles tarifaires ;
- **la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : 12,3 M€.** Ce produit est en augmentation de 1,9 M€ (+18,3 %) par rapport à 2021. La variation est encore une fois principalement liée au groupe Stellantis. En effet, en 2020, le groupe avait anticipé une réduction de l'activité et modulé à la baisse les acomptes de CVAE 2020, ce qui avait induit une baisse importante de la CVAE versée à PMA en 2021. Or, il s'est avéré que cette modulation à la baisse des acomptes avait été trop importante. Le solde de CVAE 2020, versé en mai 2021, mais réparti en 2022, a donc été réajusté, ce qui explique la hausse du produit de CVAE encaissé par PMA en 2022 ;
- **la fraction de TVA : 19,1 M€.** Ce produit est en augmentation de plus de 1,7 M€ par rapport à 2021. La fraction de TVA est attribuée aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en contrepartie de la suppression de la THRP. En 2021, dans le cadre d'une compensation à l'euro près, le montant de TVA versée correspondait strictement aux montants, versés en 2020, des recettes supprimées. L'année 2022 est donc la première année d'application du régime de compensation avec d'une part, le calcul de la fraction définitive de TVA attribuée sur la base des recettes de TVA encaissées en 2021 (pour PMA, fraction de 0,009348 de la TVA nationale) et, d'autre part, l'intégration de la dynamique de la TVA de l'année en cours. Le montant de 19,1 M€ n'est toutefois pas définitif, car calculé sur la base de la prévision de TVA figurant en projet de loi de finances pour 2023, il sera régularisé en 2023, à la hausse ou à la baisse, une fois connu le montant réel de TVA 2022 ;
- **la THRS : 0,57 M€.** Le produit des rôles généraux de THRS est en augmentation de plus de 0,1 M€ par rapport à 2021. La THRS est perçue à un taux qui, en 2022 encore, est figé au niveau du taux de taxe d'habitation (TH) appliqué en 2019 ;
- **La TFB : près de 1,5 M€.** Le produit de TFB a peu évolué entre 2021 et 2022 : 57 K€, soit +4 % ;
- **la TFNB et la taxe additionnelle : 108 K€.** Le produit de TFNB 2022, près de 22 K€, est en relative stabilité par rapport à 2021. Le produit de la taxe additionnelle, 86 K€, est en augmentation de plus de 7,8 % par rapport à 2022 (+6 K€) ;
- **les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) : près de 1,5 M€** (+5,3 %). Ce produit est en augmentation de 74 K€ par rapport à 2021 (dont plus de la moitié au titre des centrales photovoltaïques). Le produit des IFER provient principalement des transformateurs électriques (près de 0,99 M€) et des stations radioélectriques (0,37 M€) ;
- **la TEOM : plus de 8,9 M€.** Ce produit est en augmentation de 0,3 M€ par rapport à 2021 (+3,5 %), incluant le reversement par la commune de Dambelin du produit de TEOM qu'elle perçoit directement (23,6 K€ en 2022) ;
- **la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) : près de 2 M€.** Le produit de TASCOM 2022 est en augmentation par rapport à 2021 (+0,14 M€, soit +7,6 %) (produit collecté entre octobre 2021 et septembre 2022) ;
- **la taxe GEMAPI : 1,1 M€.** Cette taxe, qui finance les dépenses liées à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, est additionnelle à la TH, à la TFB, à la TFNB et à la CFE. Les élus communautaires en votent chaque année le produit et les services fiscaux en déterminent les taux. En application de la réforme des valeurs locatives des établissements industriels

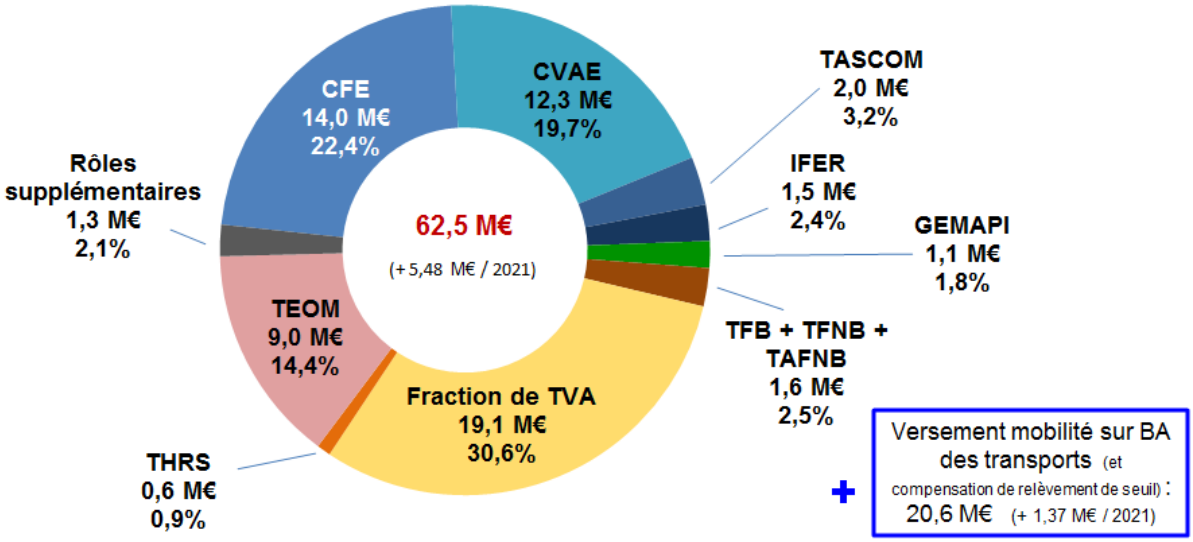
(réduction de 50 %), une partie du produit voté est pris en charge par l'État sous forme de dotation (62 K€). Aussi, le produit fiscalisé est donc réduit du montant de cette allocation compensatrice ;

- **la taxe de séjour : 14,4 K€.** La taxe de séjour a été instituée sur le territoire de PMA (hors Arbouans, Montbéliard et Sochaux qui avaient déjà établi leurs propres taxes municipales) depuis le 1er janvier 2020. Conformément à la convention d'objectifs et de moyens pour la période 2021-2023 signée entre PMA et l'association « Pays de Montbéliard Tourisme », le produit de cette taxe 2022 sera reversé en 2023 à l'office de tourisme, afin de renforcer les moyens alloués aux actions qu'il mène pour accroître l'attractivité du territoire.

**Au total, les produits fiscaux encaissés par PMA en 2022, sur son budget général, s'élèvent à 62,45 M€** (**+9,6 %** par rapport à 2021).

**Sur le budget annexe des transports, le VM et sa compensation** liée au relèvement du seuil de plus de neuf à au moins onze salariés, représentent, en 2022, une recette de 20,6 M€. Ce produit est en hausse de 1,37 M€ par rapport à 2021, mais n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise de la Covid-19.

***Produit fiscaux 2022 - Budget général***



# 2.2 DES CONTRAINTES FORTES PESANT SUR LES AUTRES RECETTES COURANTES

## 2.2.1 Des concours financiers de l'État stable

**Les concours financiers de l'État sont, en 2022 : 36,7 M€.** Ce montant intègre, depuis 2021, une part importante (19 %, soit 7,4 M€) d'allocations, qui viennent compenser la perte de ressources fiscales résultant de la réduction de moitié des valeurs locatives des établissements industriels. Il est en recul, compte tenu de la perception exceptionnelle au titre de 2020 (1,43 M€) puis en 2021 (0,85 M€) de la garantie pour pertes de recettes lors de la crise sanitaire.

**En 2022, PMA a ainsi perçu une dotation globale de fonctionnement (DGF) de 15,9 M€,** elle-même composée de deux dotations :

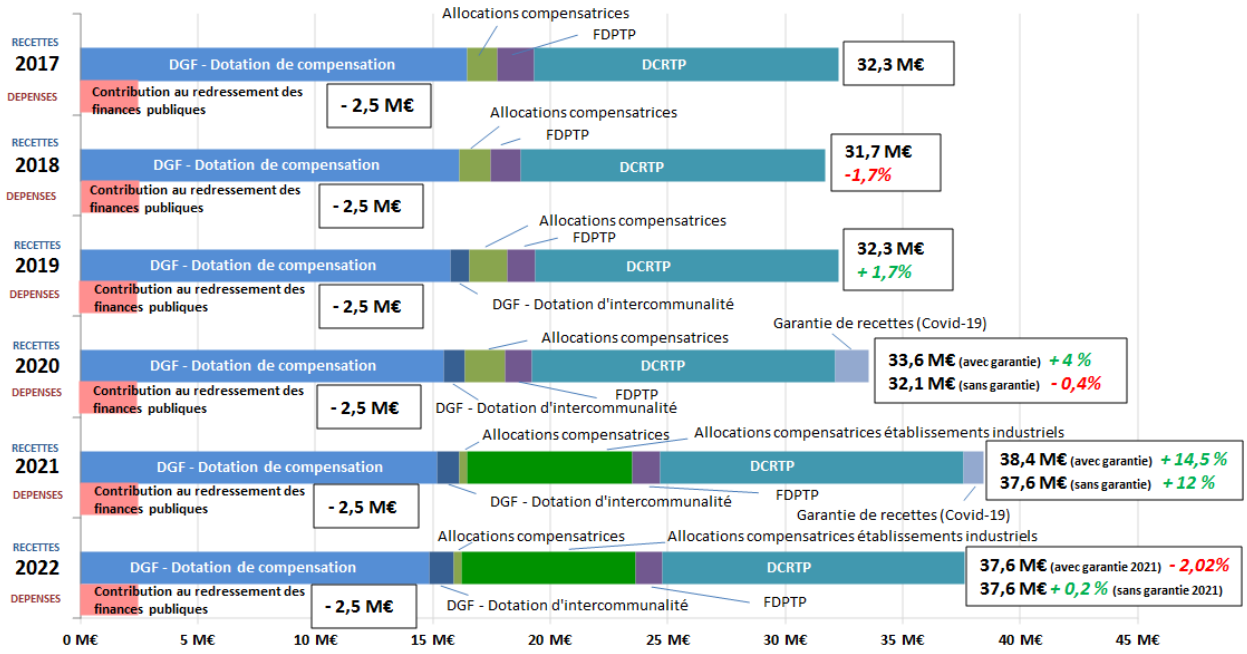
- **une dotation de compensation de près de 14,9 M€.** Intégrée au sein des variables d'ajustement pour financer, notamment la progression de la péréquation, cette dotation diminue encore en 2022. La perte de produit est, en 2022, de 0,3 M€ ;
- **une dotation d'intercommunalité de 1,05 M€.** L'évolution de son attribution est plafonnée à +10 % maximum par an. Cette dotation, que PMA perçoit de nouveau depuis l'introduction d'un montant minimal par habitant lors de la réforme de la DGF de 2019, demeure encore inférieure à son niveau cible théorique (2,5 M€).

PMA perçoit également la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP). Cette DCRTP est représentative des pertes de recettes liées à la suppression de la TP. **En 2022, le montant de la DCRTP est de 12,9 M€**, identique à celui de 2021.

**L'agglomération a par ailleurs reçu 7,7 M€ d'allocations compensatrices** des exonérations et réductions de base de fiscalité locale. Parmi ces allocations, la plus importante compense désormais la réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels. Elle s'applique à la CFE, à la TF et à la taxe GEMAPI et représente au total près de 7,4 M€.

**PMA a enfin encaissé une recette du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) de 1,14 M€.** Le FDPTP est alimenté par une dotation de l'État et réparti par le Conseil départemental entre les communes et collectivités dites « défavorisées » de son territoire. Le produit 2022 est en relative continuité par rapport à 2021, car, stable au niveau national, il n'évolue qu'en fonction de l'évolution des critères de répartition.

*Concours de l'État et contributions au redressement des finances publiques*



## 2.2.2 Des prélèvements sur recettes pénalisants : prélèvement pour le redressement des finances publiques et FPIC

Chaque année, PMA subit des prélèvements nationaux qui pénalisent lourdement l'équilibre de la section de fonctionnement du budget général et réduisent son autofinancement.

### *La contribution au redressement des finances publiques*

Depuis 2014 et jusqu'en 2018, la contribution au redressement des finances publiques de PMA était imputée sur l'ancienne dotation d'intercommunalité ainsi que sur les recettes fiscales pour le solde. Depuis lors, **cette contribution demeure gelée à son montant de 2018, soit une ponction de près de 2,5 M€ sur les recettes fiscales**. Une telle contribution, par son volume, place PMA au premier rang des EPCI les plus pénalisés de France.

### *Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales*

Le FPIC est un mécanisme de péréquation qui prélève une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à d'autres intercommunalités et communes disposant d'un potentiel financier moins important.

Par délibération du 29 septembre 2022, les élus communautaires ont approuvé l'application de la révision « libre », afin de permettre la prise en charge totale par PMA de la contribution de droit commun des communes, soit 1,3 M€. **La contribution de PMA au FPIC correspond donc, en 2022, à la contribution de l'ensemble intercommunal (EPCI + communes) et atteint 3,4 M€**. Cette contribution est en augmentation de 0,48 M€ par rapport à 2021. En 2021, la prise en charge de la participation des communes était déjà de 50 %.

## 2.2.3 Subventions reçues

**Les subventions perçues par PMA augmentent de +0,3 M€ pour atteindre 4,1 M€**.

Cette augmentation provient essentiellement de la subvention de l'ADEME pour la mise en place de la collecte et de la valorisation des biodéchets en 2022.

Les autres subventions ou participations restent relativement stables ; elles se composent principalement des aides des éco-organismes (Citéo, OCAD3E) pour le tri sélectif, des aides de l'État versées dans le cadre du projet alimentaire territorial (PAT), de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour son programme national (PNRU), des subventions de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC, État) pour le conservatoire, et des subventions pour les projets « Territoires d'Innovation » ou encore des participations des communes au service des gardes nature communautaires et pour la SLT.

## 2.2.4 Produits des Services

**Les produits des services augmentent de +0,6 M€.**

Ces recettes passent de 4,4 M€ en 2021 à 5 M€ en 2022. Cette progression s'explique principalement par la hausse importante des ventes issues de la collecte sélective (papiers, cartons, plastiques, verre, ferraille, aluminium) du fait de la hausse des tonnages collectés, et de la revalorisation du prix de rachat de ces produits.

S'ajoutent également les recettes générées par l'exploitation de l'Axone, qui ont été comptabilisées au budget général de PMA entre son retour en régie au 1er juillet 2022 comme les prestations refacturées aux organisateurs de spectacles (nettoyage des locaux, fluides, mise en configuration de la salle, accueil, gardiennage, etc.), et ce, jusqu'au 31 décembre ; le nouveau budget annexe n'entrant en vigueur qu'au 1er janvier 2023.

Les autres principaux produits comme la redevance spéciale, les recettes du laboratoire, les frais de scolarité du conservatoire, la facturation des apports d'encombrants sur le site de Montévillars ou de déchets verts à la compostière restent stables.

## 2.2.5 Autres recettes de fonctionnement

### *Les cessions 2022 restent stables par rapport à 2021*

Elles s'établissent à 0,2 M€ comme en 2021. Pour l'essentiel, il s'agit de la vente d'un camion de collecte des ordures ménagères, de terrains, ainsi que de titres de la SPL Territoire 25 aux communes d'Audincourt et de Badevel, afin que ces dernières puissent entrer dans le capital de la SPL, ce qui leur permettra ainsi, par la suite, de pouvoir confier à cette société des aménagements communaux.

### *Les autres recettes hors cessions augmentent par rapport à 2021*

Elles s'établissent à 1,2 M€ en 2022 contre 0,8 M€ en 2021. Cette augmentation provient essentiellement des revenus des immeubles avec l'encaissement en 2022 des redevances d'affermage de l'Axone pour la période allant du 1er janvier 2020 au 30 juin 2022 pour 137 K€.

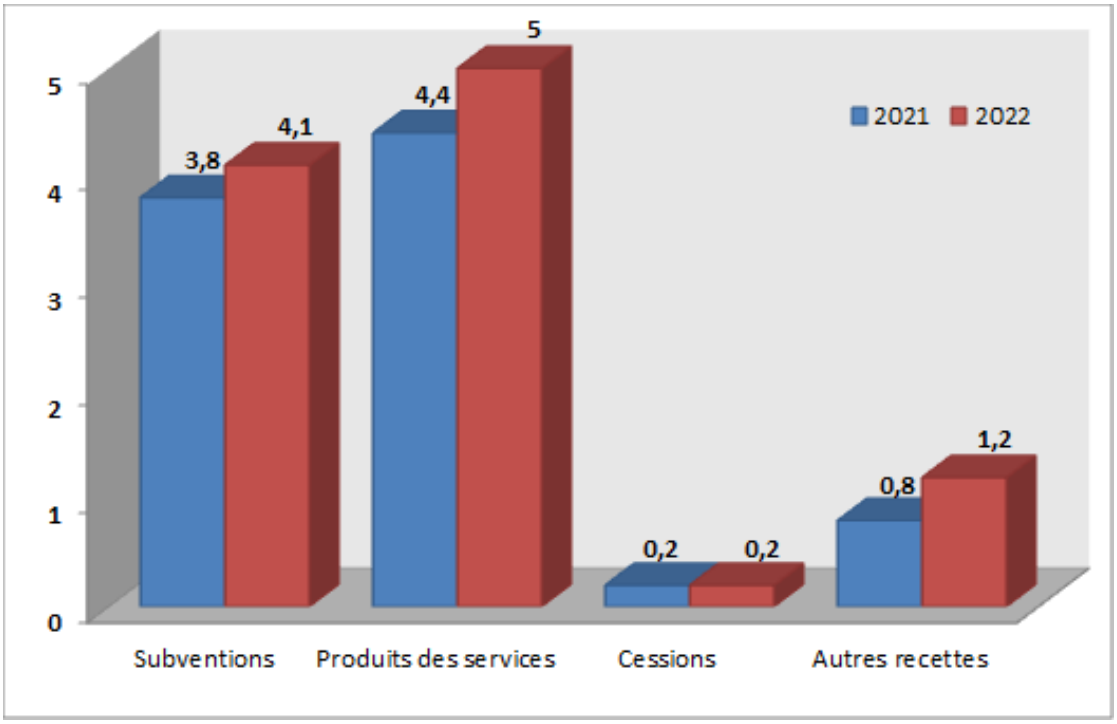
Elles comprennent aussi les remboursements des arrêts maladie pour 490 K€ (+50 K€ par rapport à 2021) par la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) pour les agents non-titulaires relevant de l'Institution de retraite complémentaire des agents non-titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC), et par celles de l'assureur de PMA (Sofaxis) pour les agents relevant de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) ainsi que des régularisations comptables (rattachements, annulations de mandats émis sur l'exercice précédent) pour 260 K€.

***Récapitulation des recettes de fonctionnement***

| Evolution des réalisations par rapport à 2021 | Compte Administratif 2022 | Crédits votés (en €) | Réalisations (en €) | Soldes (en €) | Taux de réalisation 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| 11% | Produit de la fiscalité incluant la fraction de TVA en compensation de la THRP | 51 626 721 | **53 526 177** | 1 899 456 | 104% |
| 0% | FNGIR + DCRTP | 36 928 233 | **36 928 233** | 0 | 100% |
| -4% | Dotations de l'Etat | 23 623 234 | **23 654 345** | 31 111 | 100% |
| 3% | TEOM | 8 929 171 | **8 968 123** | 38 952 | 100% |
| 9% | Subventions perçues | 3 865 418 | **4 103 626** | 238 208 | 106% |
| 14% | Produits des services (vente de biens, prestations de services rendues ...) | 5 140 856 | **5 003 089** | -137 767 | 97% |
| 61% | Cessions mobilières et immobilières | 0 | **236 841** | 236 841 | / |
| -3% | Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP) | 1 171 600 | **1 138 931** | -32 669 | 97% |
| 51% | autres recettes | 1 037 866 | **1 263 725** | 225 859 | 122% |
| | | 132 323 099 | **134 823 090** | 2 499 991 | 102% |

L'augmentation du montant du produit de la fiscalité en 2022 par rapport à 2021 (+11 %) résulte principalement de la recette de CVAE ainsi que de la fraction de TVA versée en compensation de la suppression de la THRP et aussi grâce à la forte revalorisation légale des bases de la fiscalité locales (+3,4 %).

*Évolution des recettes non fiscales en M€*



# 2.2.6 Les recettes des Budgets Annexes

## 2.2.6.1 Services de l'Eau et de l'Assainissement

| Comptes Administratifs des Budgets Annexes eau et assainissement *(en €)* | Redevances facturées dans le prix de l'eau | Vente de produits / Prestations de services | Subventions perçues | Remboursement de frais | Produits divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Eau (ancienne DSP) | 358 501 | 993 868 | 0 | 205 296 | 38 055 | **1 595 720** |
| Eau (nouvelle DSP) | 599 774 | 53 229 | 47 104 | 43 227 | 44 704 | **788 038** |
| Assainissement (anciennes DSP) | 1 165 786 | 333 877 | 527 475 | 102 132 | 45 219 | **2 174 489** |
| Assainissement (nouvelle DSP) | 454 667 | 53 700 | 53 033 | 77 298 | 36 919 | **675 617** |
| **Total** | **2 578 728** | **1 434 674** | **627 612** | **427 953** | **164 897** | **5 233 864** |

**Le taux de réalisation global des recettes réelles de fonctionnement pour ces quatre budgets atteint 101 %.**

Les recettes perçues sur l'ensemble de ces budgets proviennent surtout des **redevances assises sur les volumes d'eau fournis ou traités** et comprises, à ce titre, dans les facturations aux usagers pour près de **2,6 M€**.

**Les 1,4 M€ de produits des services** découlent notamment de **la vente d'eau au Grand Belfort pour 938 K€**, de la **facturation aux usagers des études ou diagnostics conformité d'assainissement pour 138 K€, des loyers et** des **indemnités d'occupation du domaine public pour 226 K€.**

**Les subventions perçues s'élèvent à 628 K€.** Elles incluent les primes d'épuration pour le bon fonctionnement des stations versées par l'Agence de l'eau ainsi que la subvention reçue du budget général pour 124 K€ pour prendre en charge jusqu'en 2026 la part d'emprunt correspondant au traitement des déchets verts de la co-compostière.

**Les remboursements de frais s'élèvent à 427 K€.** Pour l'essentiel, Véolia Eau rembourse, dans le cadre de la délégation de service public (DSP), les frais de contrôle, les charges de personnel (cotisations retraite des agents détachés) et les taxes foncières.

**Les produits divers de 165 K€** comprennent principalement des remboursements d'assurance, des régularisations comptables, des produits de cession et des reprises d'excédents des communes dans le cadre du transfert des résultats 2020 de l'eau et de l'assainissement.

## 2.2.6.2 Service des Ordures Ménagères (hors secteurs à la TEOM)

| Comptes Administratifs des Budgets Annexes des ordures ménagères *(en €)* | REOM REOMI | Subventions perçues | Remboursement de frais | Produits exceptionnels | Vente de produits résiduels | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Secteur Vallée du Rupt | 257 251 | 30 010 | 0 | 53 400 | 0 | **340 661** |
| Secteur des Trois Cantons | 428 223 | 67 167 | 0 | 18 439 | 26 507 | **540 336** |
| Autres Secteurs | 588 106 | 56 841 | 136 686 | 40 412 | 26 211 | **848 256** |
| **Total** | **1 273 580** | **154 018** | **136 686** | **112 251** | **52 718** | **1 729 253** |

**Le taux de réalisation global des recettes réelles de fonctionnement pour ces budgets est de 105 %.**

Ces principales recettes sont **les redevances d'enlèvement des ordures ménagères (REOM ou REOMI)**, pour **1,2 M€**. Les titres ont été émis, et les recettes correspondantes ont été encaissées par le comptable public.

Les subventions versées à PMA par les éco-organismes (Eco-Mobilier, D3E, etc.) et par la Région et l'ADEME pour la mise en place de la collecte et la valorisation des biodéchets s'élèvent à **154 K€.**

**Ces remboursements de frais pour 137 K€** concernent les refacturations entre le budget général et le budget annexe ordures ménagères de l'ex-SIEVOM « autres secteurs ». Elles couvrent la part des dépenses correspondant aux communes de Dambelin (TEOM) et Pont-de-Roide - Vermondans (sans TEOM ni REOM), dont les recettes sont perçues au budget général.

Les produits exceptionnels de **112 K€** concernent principalement la cession d'un camion de collecte des ordures ménagères et les ventes de produits résiduels provenant des déchetteries ont rapporté **53 K€** en 2022.

## 2.2.6.3 Service de l'Immobilier Locatif

| Compte Administratif du Budget Annexe de l'immobilier locatif *(en €)* | Produits des loyers | Remboursement de frais | Produits exceptionnels | Subvention perçue du Budget Général | Prestations de services | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Immobilier locatif | 840 704 | 104 179 | 76 646 | 75 000 | 18 537 | **1 115 066** |

**Le taux de réalisation des recettes réelles de fonctionnement se monte à 102 %**. Ce résultat témoigne du caractère prudent de la prévision budgétaire.

**Le volume des loyers encaissés en 2022 atteint 840 K€,** ce qui atteste d'un très bon taux d'occupation des locaux ; le niveau de remplissage s'avère d'ailleurs exceptionnel à 100 % sur 2022 pour les hôtels d'entreprises 2A et 2B.

**Le remboursement des frais** par les locataires s'élève à **104 K€** et les prestations fournies à ces derniers à **19 K€**.

**Les produits exceptionnels atteignent 77 K€** et comprennent principalement le versement de dividende par la société d'économie mixte Pays de Montbéliard immobilier d'entreprises (SEM PMIE) à PMA et des remboursements d'assurance.

**La subvention d'équilibre** versée par le budget général s'établit à **75 K€**.

## 2.2.6.4 Zones d'Activités Économiques - ZAE

| Comptes Administratifs des Budgets Annexes des Zones d'Activités Economiques *(en €)* | Vente de terrains aménagés | Divers | Total |
|---|---|---|---|
| Zone du Charmontet | 0 | 0 | **0** |
| Zone de Technoland I | 0 | 0 | **0** |
| **Total** | **0** | **0** | **0** |

Aucune vente de parcelle n'a eu lieu en 2022.

Sur la zone du Charmontet, il reste 17 046 m² de terrains cessibles ; 4 957 m² seront cédés à la société Storage en 2023 et 3 567 m² sont réservés pour une durée de 24 mois à la société Spiruline Création qui projette éventuellement d'étendre son activité.

Sur la zone de Technoland I, il reste 8 114 m² de terrains cessibles. Une bande de 1 009 m² sera cédée prochainement à la société MAN (groupe Volkswagen). Le reliquat (7 105 m²) devrait par ailleurs être cédé en vue de l'implantation d'un hôtel d'entreprises.

En cas de déficit en fin d'opération, ce dernier devra être, lors de la clôture de chacun des budgets annexes, financé par le budget général via le versement d'une subvention d'équilibre.

## 2.2.6.5 Service des transports

| Compte Administratif du Budget Annexe des Mobilités *(en €)* | Versement Mobilités | Subventions et autres dotations perçues | Redevance versée par Marfina-Moventis | Produits divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Mobilités | 20 601 564 | 4 345 362 | 416 599 | 65 491 | **25 429 016** |

**Le taux de réalisation global des recettes réelles de fonctionnement atteint 98 %.**

**Le VM, principale recette, rapporte 20,6 M€ en 2022,** soit une hausse de l'ordre de +1,4 M€ par rapport à l'année 2021 et de +2,6 M€, par rapport à 2020, années qui avaient été très négativement impactées par le confinement imposé par la crise sanitaire de la Covid-19, comme par les perturbations de l'activité dans l'industrie et les services générant une forme de sous activité.

**Les subventions pour 4,3 M€** résultent des dotations financières versées par l'État (1,3 M€) et par la Région (2,7 M€) pour le transport scolaire comme par les communes pour la gestion de la SLT.

**Le versement par Marfina-Moventis pour 417 K€** comprend **la redevance d'usage** classique versée à PMA de 271 K€ pour les biens que l'agglomération a mis à disposition conformément à la convention de DSP, mais également **le reliquat du remboursement sur 2022 d'une somme de 145 K€ compensant les dépenses non supportées par Marfina en 2020** (notamment les coûts kilométriques) **pendant la période de confinement**.

**Les 65 K€ de produits divers** englobent des remboursements d'assurance et des régularisations comptables.

## 2.2.6.6 Services à la Personne

| Compte Administratif du Budget Annexe du Service à la Personne *(en €)* | Subvention du Budget Général | Participations de la CAF et du Département | Produits des inscriptions | Produits divers | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Crèche de Colombier-Fontaine | 329 030 | 207 500 | 82 182 | 1 552 | 620 264 |
| Service commun | 436 970 | 122 920 | 22 218 | 16 923 | 599 031 |
| **Total** | **766 000** | **330 420** | **104 400** | **18 475** | **1 219 295** |

**Le taux de réalisation global des recettes réelles de fonctionnement représente 95 %.**

**La subvention d'équilibre du budget général**, principale recette, s'établit à **766 K€** pour l'ensemble des deux secteurs.

**Les participations de 330 K€** proviennent de la CAF à travers le contrat enfance jeunesse (CEJ), et du Département pour 39 K€ en faveur de l'action sociale et de la jeunesse.

**Le produit des inscriptions s'élève à 104 K€** et concerne la crèche de Colombier-Fontaine pour 82 K€ comme le portage des repas à domicile pour 22 K€.

**La recette de 18 K€** provient essentiellement des remboursements par l'assureur des arrêts maladie des agents.

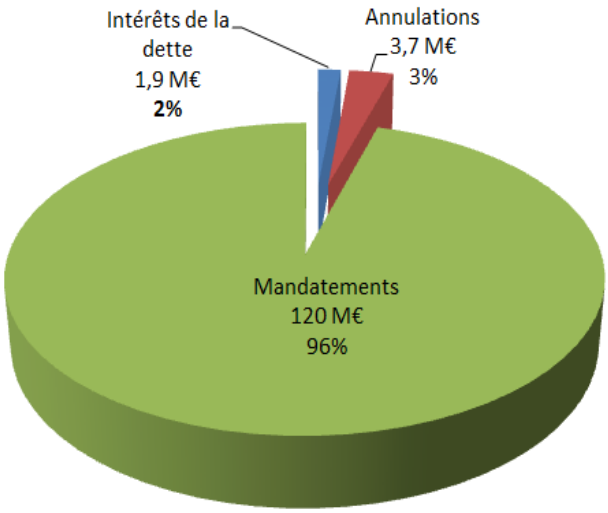
# 2.3 L'EXÉCUTION 2022 DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

## 2.3.1 Tableau de présentation de l'exécution des dépenses courantes au budget général

| Compte administratif 2022 | Crédits votés en € | Réalisations en € | Annulations en € | Taux de réalisation 2022 |
|---|---|---|---|---|
| **Règlement des intérêts de la dette** | **2 370 406** | **1 969 741** | **-400 665** | **83%** |
| **Reversements aux communes, contribution au FPIC et participation au redressement des finances publiques** | **46 703 053** | **46 639 213** | **-63 840** | 100% |
| - Attribution de Compensation nette versée aux communes (AC) | 39 432 900 | **39 432 803** | **-97** | 100% |
| - Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) | 1 300 000 | **1 300 000** | **0** | 100% |
| - Participation au redresssement des Finances Publiques | 2 463 820 | **2 463 820** | **0** | 100% |
| - Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) | 3 407 733 | **3 407 733** | **0** | 100% |
| - Dégrèvements (CFE, Tascom, taxe GEMAPI) | 98 600 | **34 858** | **-63 742** | 35% |
| **Charges de personnel** | **28 471 022** | **28 353 804** | **-117 218** | **100%** |
| **Autres charges de fonctionnement** | **47 987 147** | **44 905 993** | **-3 081 154** | **94%** |
| • **Charges à caractère général** (**dont 3 328 K€ pour la DSP** de l'usine d'incinération des ordures ménagères) | 18 115 260 | **15 977 001** | **-2 138 259** | **88%** |
| • **Versements de subventions et participations** (**dont 7 627 K€ pour les DSP** Axone, Numérica, et Véolia pour les eaux pluviales et la défense incendie et **7 739 K€ pour le SDIS**) | 28 346 331 | **27 513 389** | **-832 942** | **97%** |
| • **reste des autres charges de fonctionnement** | 1 525 556 | **1 415 603** | **-109 953** | **93%** |
| | **125 531 628** | **121 868 751** | **-3 662 877** | **97%** |

**Le taux de réalisation global des dépenses de fonctionnement représente 97 % des prévisions**. Ce taux de 2022 s'inscrit sensiblement dans la même continuité que ceux des exercices précédents (97 % en 2021, 96 % en 2020, et 98 % pour les années 2019, 2018 et 2017). En 2020 d'ailleurs, ce taux avait été relativement très peu affecté par la crise sanitaire, compte tenu du fait que le conseil d'agglomération avait validé un très large redéploiement des crédits lors des décisions modificatives, et que PMA avait privilégié le soutien par solidarité à ses partenaires usuels pour ne pas les fragiliser, alors même que les activités ou actions programmées pour nombre d'entre eux avaient souvent été retardées, réorganisées ou parfois même empêchées.

*Exécution des dépenses de fonctionnement*

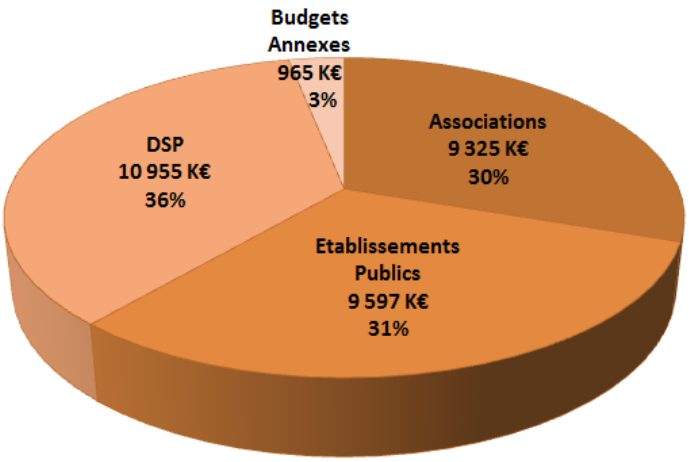



**Prévisions budgétaires réelles 2022 : 125,6 M€**

Sur les 125,6 M€ de dépenses réelles de fonctionnement inscrites au budget général 2022, 121,9 M€ ont été mandatés sur l'exercice, dont 1,9 M€ pour le remboursement des intérêts, ce qui correspond à un taux de réalisation de 97 %.

## 2.3.2 Subventions versées par le Budget Général en 2022

*Répartition des subventions et participations versées par le budget principal*




Les subventions et participations du budget général, que PMA a versées en 2022, se répartissent en 36 % pour les DSP, 31 % pour les établissements publics, 30 % pour les associations et 3 % de financement des budgets annexes.

### *Répartition des subventions et participations versées par le budget général en K€*

| Répartition des subventions versées en 2022 | Montant en K€ |
|---|---|
| **Associations intervenant dans de nombreux domaines,** dont : | **9 325** |
| - développement économique, emploi, insertion | 2 200 |
| - culture, patrimoine | 1 614 |
| - cohésion sociale, politique de la ville | 1 116 |
| - sports et loisirs | 1 042 |
| - formation, recherche, enseignement supérieur | 966 |
| - urbanisme | 872 |
| - tourisme | 644 |
| - habitat, logement, rénovation urbaine | 304 |
| - environnement | 97 |
| - santé | 21 |
| | |
| **Etablissements Publics,** dont : | **9 597** |
| SDIS | 7 739 |
| Citédo | 640 |
| Moloco | 395 |
| Syndicat Mixte du Doubs Très Haut Débit (SMIX) | 266 |
| Pôle Métropolitain Nord Franche-Comté | 241 |
| Orchestre Victor Hugo Bourgogne Franche-Comté | 173 |
| Syndicat Mixte de l'Aérodrome du Pays de Montbéliard | 117 |
| Etablissement Public Territorial du Bassin Saône Doubs | 26 |
| | |
| **DSP,** dont : | **10 955** |
| Groupe Véolia Eau *(eaux pluviales + réseau incendie)* | 6 849 |
| Usine d'incinération des ordures ménagères | 3 328 |
| Axone | 246 |
| Numérica | 503 |
| Damassine | 29 |
| **sous-total** | **29 877** |
| **Subventions aux Budgets Annexes** | **965** |
| | |
| **Total Général** | **30 842** |

**Les dépenses versées aux associations, établissements publics et délégataires de services publics s'élèvent à 29,9 M€.** Elles représentent 24,5 % des dépenses réelles de fonctionnement constatées au CA 2022 et témoignent qu'une part significative de ces charges récurrentes relève, de fait, d'un soutien régulier à de nombreux partenaires acteurs par leurs interventions des politiques publiques intercommunales.

En y adjoignant les 965 K€ de subventions versées par le budget général aux budgets annexes, le total global des subventions atteint **30,8 M€.**

## 2.3.3 Charges courantes du Budget Général

| Dépenses de Fonctionnement réalisées (en K€) | CA 2021 | CA 2022 | Evolution CA 2022 / CA 2021 |
|---|---|---|---|
| **Charges de personnel** | **26 979** | **28 354** | **5,1%** |
| **Charges à caractère général** | **14 422** | **15 977** | **10,8%** |
| - Eau - Electricité - Chauffage | 985 | 1 241 | 26,0% |
| - Carburants | 739 | 1 150 | 55,6% |
| - Entretien et réparations de bâtiments, terrains, matériel | 2 225 | 2 231 | 0,3% |
| - Fournitures d'entretien et de petit équipement | 388 | 391 | 0,8% |
| - autres fournitures | 171 | 166 | -2,9% |
| - Traitement des déchets issus de la collecte sélective et des déchetteries | 1 054 | 1 459 | 38,4% |
| - Nettoyage des locaux et frais de gardiennage | 96 | 157 | 63,5% |
| - Contrats de maintenance | 578 | 561 | -2,9% |
| - Assurances | 233 | 247 | 6,0% |
| - Prestations de services | 674 | 1 243 | 84,4% |
| - Gestion des aires des gens du voyage | 95 | 96 | 1,1% |
| - Délégation de Service Public (DSP) Usine d'incinération | 3 781 | 3 750 | -0,8% |
| - Locations mobilières et immobilières | 97 | 85 | -12,4% |
| - Affranchissement et frais de télécommunications | 122 | 148 | 21,3% |
| - Impôts et taxes | 659 | 538 | -18,4% |
| - Honoraires | 342 | 245 | -28,4% |
| - Etudes et recherche | 229 | 134 | -41,5% |
| - Frais de communication, publications, catalogues et imprimés | 946 | 1 142 | 20,7% |
| - Annonces et insertions | 102 | 133 | 30,4% |
| - Formation et frais de missions | 194 | 196 | 1,0% |
| - Remboursement de frais aux Budgets Annexes (refacturation) | 52 | 59 | 13,5% |
| - autres charges diverses | 660 | 605 | -8,3% |
| **autres charges de gestion courante (chapitres 65 et 656)** | **26 062** | **26 339** | **1,1%** |
| - Subventions aux associations et établissements publics | 10 000 | 9 987 | -0,1% |
| - Subvention SDIS | 7 595 | 7 739 | 1,9% |
| - Subvention Groupe Véolia Eau (eaux pluviales + redevance incendie) | 6 449 | 6 849 | 6,2% |
| - Délégation de Service Public (DSP) Axone | 491 | 246 | -49,9% |
| - Délégation de Service Public SEM Numérica | 482 | 503 | 4,4% |
| - autres charges diverses | 1 045 | 1 015 | -2,9% |
| **Charges exceptionnelles (chapitres 67 et 68)** | **2 140** | **2 590** | **21,0%** |
| - Subvention de fonctionnement Moloco | 395 | 395 | 0,0% |
| - Subvention de fonctionnement Citédo | 500 | 640 | 28,0% |
| - Subventions versées au Budget Annexe Services à la Personne | 780 | 766 | -1,8% |
| - Subvention versée au Budget Annexe Assainissement | 124 | 124 | 0,0% |
| - Subvention versée au Budget Annexe Immobilier Locatif | 129 | 75 | -41,9% |
| - Subvention exceptionnelle versée à l'Association du Personnel | 113 | 108 | -4,4% |
| - Subventions pour recrutement de médecins | 52 | 21 | -59,6% |
| - Subventions exceptionnelles versées à divers organismes | 0 | 60 | |
| - Provisions pour créances non soldées après deux années | 17 | 0 | -100,0% |
| - autres régularisations comptables *(dont annulations de titres)* | 30 | 401 | 1236% |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | **69 603** | **73 260** | **5,3%** |

**Les charges de fonctionnement, toutes confondues**, c'est-à-dire à caractère général, de gestion courante, et exceptionnelles, augmentent de **+2,2 M€ , soit de +5,3 %,** entre 2021 et 2022. **Cette évolution reflète bien l'envolée générale de l'inflation qui avoisine les +6 % en France sur 2022.**

***Les charges à caractère général s'alourdissent d'une année sur l'autre de l'ordre de +1,5 M€, pour s'établir à 16 M€.***

**Les principales hausses** comprennent **:**

- **les fluides** (eau, électricité, gaz), ainsi que le **carburant** qui **augmentent de +667 K€**, du fait de la forte inflation constatée en 2022 ;
- **le traitement des déchets issus de la collecte sélective et des déchetteries (papier, carton, bois, etc.) évolue de +405 K€,** en raison de l'augmentation des tonnages collectés combinée à la hausse du prix de traitement des déchets recyclés pour 205 K€ (le traitement de certains déchets a augmenté de plus de 20 %) et aussi de la poursuite de la généralisation de la collecte et de la valorisation des biodéchets sur le territoire pour 200 K€ ;
- **les prestations de services progressent de +569 K€,** sur, notamment les marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre de TIGA, du paiement à la société en nom collectif (SNC) L'Axone des jours non consommés par PMA et d'autres prestations nouvelles comme l'accompagnement cybersécurité par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et les prestations concernant l'exploitation de l'Axone (gardiennage, nettoyage, etc.) qui étaient jusqu'alors prises en charge par la SNC L'Axone dans le cadre de la DSP ;
- **les dépenses de communication, publications, catalogues et imprimés s'accroissent de +196 K€,** par exemple pour des actions nouvelles telles que, par exemple, la promotion de manifestations de l'Axone ou encore l'organisation de conférences et d'actions de communication dans le cadre de TIGA ;
- **le nettoyage des locaux et les frais de gardiennage augmentent de 61 K€ (soit +63 %),** car le périmètre d'intervention s'est agrandi avec les locaux de l'Axone depuis la reprise en régie au 1er juillet 2022 de cet équipement ;
- **les annonces et insertions évoluent de +31 K€, (soit +30 %)** notamment en raison des actions découlant de l'élaboration du dossier Capitale Française de la Culture 2024 ;
- **les frais d'affranchissement et de télécommunication augmentent de +26 K€ (soit +21 %)** principalement du fait des abonnements et noms de domaine nécessaires à la création du nouveau site internet de PMA ;
- **les refacturations du budget général vers les budgets annexes progressent de +7 K€ (soit +13 %)** du fait de l'augmentation du produit des subventions versées par les éco-organismes (notamment OCAD3E), qui est encaissé au budget général puis reversé pour leur quote-part respective aux budgets annexes des ordures ménagères.

**Les principales baisses** concernent **:**

- **les impôts et taxes diminuent de –121 K€** du fait de la diminution de la contribution de PMA au fonds pour l'insertion des personnes handicapées de la fonction publique (FIPHFP) et d'une réduction de la taxe foncière du stade Bonal pour régulariser un trop versé antérieur ;
- **les honoraires évoluent de –97 K€**, compte tenu de l'assistance à maîtrise d'ouvrage réalisées en 2021 et non reconduites en 2022 comme l'accompagnement pour l'analyse comptable, financière et fiscale des DSP ou encore pour le transfert de la compétence des eaux pluviales urbaines ;
- **les frais d'études baissent de –95 K€** principalement en raison de réalisation d'études en 2021 non renouvelées en 2022, telles que l'étude sur le potentiel économique « action cœur de ville » pour 30 K€, sur la création d'un itinéraire touristique pour 30 K€ ou encore pour l'appel à projet d'appel à manifestation d'intention d'investissement (AMII) – Ville durable (25 K€) ;
- **les autres charges diverses à caractère général se réduisent de –55 K€.** Il s'agit essentiellement des frais de formation des agents (-22 K€) du fait qu'en 2022 il y a eu moins d'agents qui devaient renouveler leurs habilitations (électriques, conduite d'engins, sauveteur secouriste du travail - SST) par rapport à 2021 et des frais d'acte et de contentieux (-21 K€) avec les frais d'enquête publique du schéma de cohérence territoriale (SCoT) en 2021, non renouvelés sur 2022 ;
- **les locations mobilières et immobilières diminuent de –12 K€ (soit –12 %)** en raison d'une location de matériel pour les déchetteries et pour la collecte des ordures ménagères en 2021 non reconduite en 2022.

### *Les autres charges de gestion courante augmentent de +0,3 M€ pour s'établir à 26,3 M€.*

**Cette augmentation provient essentiellement de l'évolution des coefficients d'actualisation appliquée aux participations incendie et eaux pluviales** que PMA verse chaque année à l'exploitant Véolia Eau dans le cadre du contrat de DSP eau assainissement. Cette évolution de +399 K€ est conforme et cohérente à la formule d'actualisation.

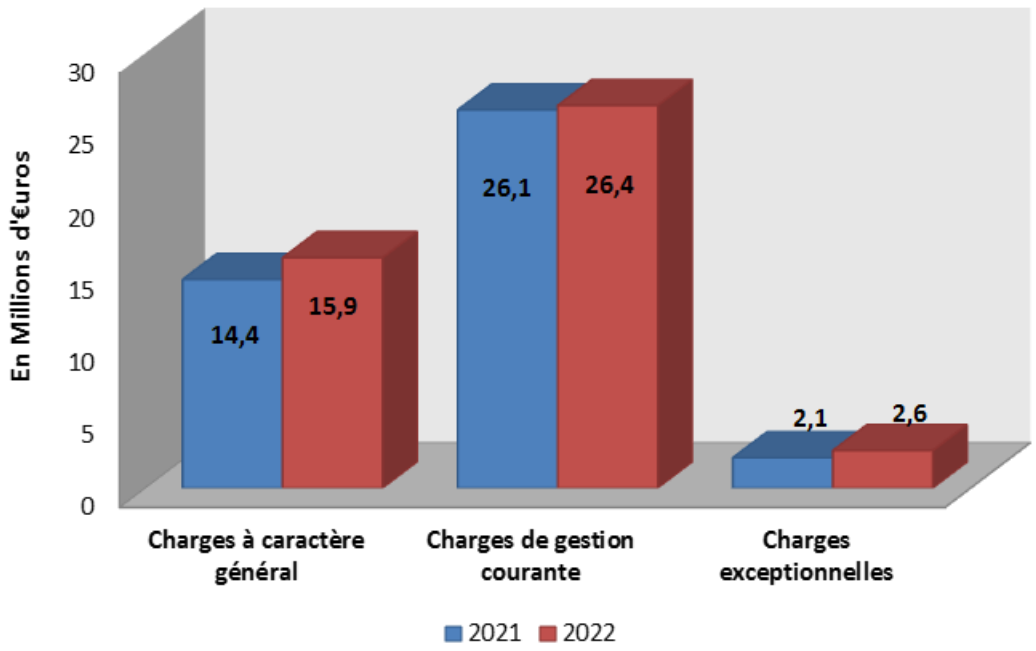
Les autres charges de gestion courante, qui recouvrent essentiellement le financement du service départemental d'incendie et de secours (SDIS), les participations aux DSP, les indemnités des élus et les créances irrécouvrables (admission en non-valeur), ont connu une quasi-stabilité entre 2021 et 2022 excepté **la compensation financière pour contrainte de service public que PMA a versé à l'Axone dans le cadre de la DSP qui a diminué compte tenu du retour en régie de l'exploitation de l'Axone au 1er juillet 2022.**

### *Les autres charges exceptionnelles augmentent de +0,4 M€ pour atteindre 2,6 M€.*

**Cette hausse s'explique par le versement de subventions exceptionnelles** (140 K€ à la Citédo pour faire face à l'augmentation des coûts énergétiques, 30 K€ à MA Scène Nationale pour l'évènement gastronomique *Green Day*, 20 K€ à la Protection Civile pour l'Ukraine et 10 K€ au Moloco pour célébrer son 10e anniversaire).

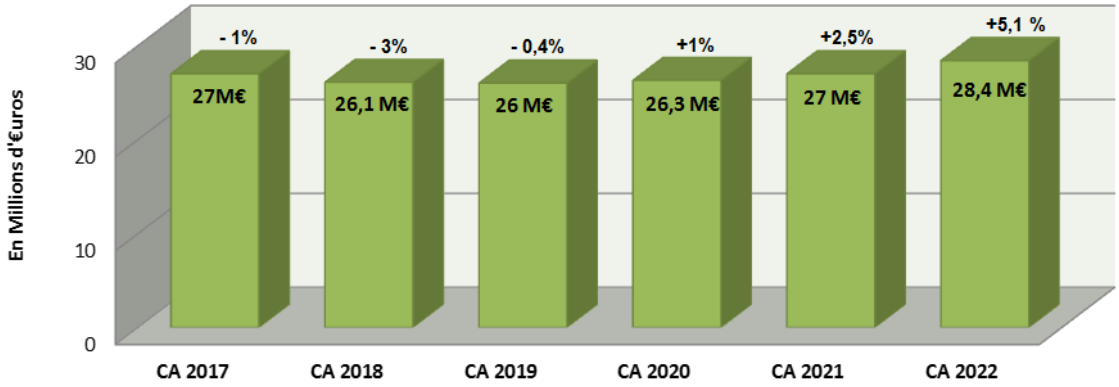
Les régularisations comptables sur l'exercice 2022 ont également fortement contribué à cette augmentation des charges exceptionnelles ; il s'agissait essentiellement de reversement de trop-perçu en 2021 au titre du FRT et du fonds d'aide au loyer (FAL) ainsi que d'une annulation partielle d'une recette 2021 rattachée sur 2022 s'agissant de la compensation versée par l'État pour la perte de recette en lien avec la crise économique de la Covid-19.

***Évolution des dépenses courantes de fonctionnement entre 2021 et 2022***



## 2.3.4 Analyse de l'évolution des dépenses de personnel

*Variation des dépenses de personnel du budget général entre 2017 et 2022 de PMA 72*




Les charges de personnel du budget général s'élèvent en 2022 à 28,4 M€ contre 27 M€ en 2021.

Les augmentations de ces charges en 2022 s'expliquent par la revalorisation nationale du point d'indice de la fonction publique (+3,5 %) au 1er juillet 2022 pour faire face à la hausse de l'inflation, par la reprise des sept agents de l'Axone qui sont payés par le budget général de PMA depuis son retour en régie au 1er juillet 2022 et aussi par l'impact en année pleine de la rémunération d'agents recrutés en cours d'année 2021 (gestionnaires redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative - REOMI, chefs de projets, etc.).

Concourent également à l'augmentation la revalorisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et de la loi « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) ainsi que l'effet du glissement vieillesse technicité (GVT).

Cependant, ces évolutions ont été depuis de nombreuses années sensiblement atténuées, notamment par :

- les efforts de non-remplacement systématique des départs en retraite ;
- la priorité donnée à la mobilité interne ;
- « l'effet de noria », découlant des écarts de rémunération lors des remplacements par exemple des plus âgés partant en retraite par des agents plus jeunes.

Globalement d'ailleurs, la progression moyenne tous budgets confondus des dépenses de personnel n'a été que de +1,05 % sur la période 2014-2022 ou de +2,4 % si l'on s'en tient à la nouvelle agglomération à 72, et ce, malgré la reprise, dans les effectifs de PMA en 2017, d'une quarantaine d'agents issus des autres communes ou établissements fusionnés. Dans ce contexte où les employeurs publics locaux doivent faire face à la fois au GVT découlant de la carrière des agents et aux choix nationaux impactant la fonction publique en général ou certains de ses cadres d'emplois, ces augmentations apparaissent plutôt modérées.

## 2.3.5 Le pacte financier et fiscal de solidarité

Par délibération le 30 septembre 2021, les élus communautaires ont approuvé un nouveau pacte financier et fiscal de solidarité pour la période 2021 à 2026.

Ce pacte, comme les précédents, repose sur deux grands piliers :

- la garantie d'une solidarité pérenne de l'agglomération envers ses communes membres : cette solidarité s'exprime, comme depuis 2018, au travers de trois outils :
  - **la dotation de solidarité communautaire (DSC)** : elle organise une redistribution exercée au profit des communes, dont les potentiels financiers ou les revenus des ménages sont les plus faibles. Elle veille par ailleurs à assurer une garantie contre les fluctuations des équilibres budgétaires des communes au moyen d'un mécanisme de lissage des évolutions d'une année sur l'autre limité à -3 %. Enfin, elle prend en compte un nouveau critère, le niveau de taux communal de TFB, afin de renforcer le soutien de l'agglomération aux communes disposant de marges de manœuvre financières les moins importantes. En 2022, 1,3 M€ ont ainsi été redistribués aux communes ;
  - **la contribution au FPIC** : afin de conforter plus encore le soutien aux communes, les élus communautaires ont en effet approuvé la prise en charge par PMA de la totalité de la contribution de droit commun 2022 des communes ;
  - **les attributions de compensation** : elles s'élèvent en 2022 à 39,4 M€ et demeurent de très loin la principale dépense annuelle de PMA ;
- et l'aide au développement des projets communaux. C'est par ces fonds de concours que ce principe s'exprime. En 2022, près de 0,4 M€ ont ainsi été versés aux communes pour leurs projets d'investissement tandis que plus de 0,6 M€ qui ont été attribués par le conseil communautaire en mai puis en novembre.

# 2.3.6 Les dépenses des Budgets Annexes

## 2.3.6.1 Services de l'Eau et de l'Assainissement

| Comptes Administratifs des Budgets Annexes eau et assainissement *(en €)* | Charges financières | Subventions versées | Charges de personnel | Charges de fontionnement | autres charges | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Eau (ancienne DSP) | 9 431 | 0 | 226 151 | 123 970 | 3 977 | **363 529** |
| Eau (nouvelle DSP) | 144 088 | 0 | 0 | 18 946 | 9 | **163 043** |
| Assainissement (anciennes DSP) | 201 816 | 405 733 | 98 419 | 59 916 | 32 062 | **797 946** |
| Assainissement (nouvelle DSP) | 236 653 | | 27 369 | 10 257 | 47 425 | **321 704** |
| **Total** | **591 988** | **405 733** | **351 939** | **213 089** | **83 473** | **1 646 222** |

**Le taux de réalisation global des dépenses réelles de fonctionnement pour ces quatre budgets atteint 70 %.** Ce taux est un peu plus faible que les années précédentes du fait que les opérations de rattachement en fin d'année n'ont pas pu avoir lieu comme d'habitude sur les budgets eau et assainissement (ancienne DSP) compte tenu de la non reconduction sur 2023 de ces deux budgets.

**Les charges financières de 592 K€** découlent des intérêts des emprunts et en représentent la principale dépense.

Viennent ensuite **les subventions versées pour 406 K€,** qui correspondent principalement au reversement à Véolia des primes d'épuration que PMA a perçues de l'Agence de l'eau.

**Les charges de personnel s'élèvent à 352 K€** et comprennent la rémunération des agents affectés sur ces budgets, mais aussi le paiement des cotisations retraite des agents de PMA détachés à Véolia, sachant que ces dernières sont ensuite remboursées en intégralité à PMA par Véolia.

**Les charges de fonctionnement, quant à elles, atteignent 213 K€** et comprennent principalement les taxes foncières, la TEOM et les autres redevances d'occupation du domaine public. Ces services demeurent principalement exploités en DSP par Véolia Eau. L'ancien contrat de DSP de l'ex-PMA 29 a pris fin en décembre 2022, de sorte que, depuis le 1er janvier 2023, la Société des Eaux du Pays de Montbéliard via la nouvelle DSP exploite un service enfin unifié.

**Les autres charges pour 83 K€** comprennent des annulations de titres sur exercice antérieur, des admissions en non-valeur, et des régularisations comptables.

## 2.3.6.2 Service des Ordures Ménagères (hors ex-PMA 29)

| Comptes Administratifs des Budgets Annexes des ordures ménagères *(en €)* | Charges de fonctionnement | Charges de personnel | Créances admises en non valeur et annulation de factures | Charges financières | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Secteur Vallée du Rupt | 141 100 | 30 000 | 5 300 | 0 | **176 400** |
| Secteur des Trois Cantons | 359 792 | 99 500 | 2 171 | 1 269 | **462 732** |
| Autres Secteurs | 406 013 | 268 021 | 6 634 | 3 378 | **684 046** |
| **Total** | **906 905** | **397 521** | **14 105** | **4 647** | **1 323 178** |

**Le taux de réalisation global des dépenses réelles de fonctionnement pour ces trois budgets atteint 92 %.**

Les principaux postes en sont les **charges de personnel (397 K€) et surtout les charges de fonctionnement courant (907 K€).** Ces dernières comprennent essentiellement les frais de collecte et d'incinération des ordures ménagères, les dépenses de collecte sélective (Points R), ainsi que celles des déchetteries (transport et traitement des déchets) ou encore l'utilisation de la déchetterie de Désandans par

les habitants de l'ex-CCVR via une convention de partenariat avec le syndicat mixte à vocation unique pour le transfert, l'élimination et la valorisation des ordures ménagères (SYTEVOM).

Les créances admises en non-valeur avoisinent **14 K€.** L'action en recouvrement les concernant demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à meilleure fortune.

Le remboursement des intérêts des emprunts a coûté **5 K€.**

## 2.3.6.3 Service de l'Immobilier Locatif

| Compte Administratif du Budget Annexe de l'immobilier locatif *(en €)* | Taxes foncières et TEOM | Locations immobilières | Charges de fonctionnement | Provisions pour créances douteuses | Charges financières | Créances admises en non valeur | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Immobilier locatif | 280 165 | 264 727 | 234 694 | 75 381 | 38 886 | 24 339 | **918 192** |

**Le taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement se monte à 92 %.**

Elles recouvrent, en premier lieu, **le paiement des taxes foncières et de la TEOM pour 280 K€** ainsi que les **locations immobilières** pour **264 K€** (dont 253 K€ versés à la SEM Sedia pour l'Hôtel Tertiaire Numerica et 11 K€ pour la fromagerie du Pied des Gouttes).

Les **charges de fonctionnement courantes s'élèvent à 235 K€** et comprennent, notamment les fluides pour 63 K€, les frais de maintenance pour 37 K€, l'entretien des bâtiments pour 36 K€, les assurances pour 30 K€, ou encore le nettoyage et le gardiennage des locaux pour 30 K€.

Une somme de **75 K€ a été provisionnée au titre des créances douteuses pour risque de loyers impayés** découlant des difficultés financières rencontrées par la société AFJ Perf, spécialisée en mécanique industrielle.

**Les 39 K€ de charges financières** équivalent aux intérêts des emprunts.

**Les créances admises en non-valeur s'établissent à 24 K€.** Elles correspondent essentiellement au non-paiement des loyers des locaux occupés par la société Peugeot Japy Technologie.

## 2.3.6.4 Zones d'Activités Économiques

| Comptes Administratifs des Budgets Annexes des Zones d'Activités Economiques *(en €)* | Travaux | Acquisition de terrains | Total |
|---|---|---|---|
| Zone du Charmontet | 0 | 0 | **0** |
| Zone de Technoland I | 49 533 | 0 | **49 533** |
| **Total** | **49 533** | **0** | **49 533** |

Des travaux de plateformage ont été réalisés sur la ZAE Technoland I pour 50 K€, mais il n'y a eu aucune dépense en 2022 sur la zone du Charmontet.

Pour mémoire, les dépenses d'équipement restent inscrites à la section de fonctionnement et non pas d'investissement, car les parcelles aménagées sont destinées à la vente et non pas à l'intégration dans le patrimoine de la collectivité. Lorsque l'aménagement de la zone sera terminé, et que toutes les parcelles seront vendues, ce budget sera clos et son solde réimputé au budget général.

## 2.3.6.5 Service des transports

| Compte Administratif du Budget Annexe des Mobilités *(en €)* | DSP | Charges de fonctionnement | Charges financières | Signalisation Lumineuse Tricolore | évolitY | Pistes cyclables | Versement Mobilité reversé | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mobilités | 18 574 859 | 1 101 221 | 574 179 | 364 103 | 160 951 | 156 373 | 15 132 | **20 946 818** |

**Le taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement atteint 97 %.**

**La principale dépense reste le versement au délégataire de 18,6 M€**, pour équilibrer les obligations du service public convenues dans la DSP des transports. Ce versement progresse de 5,5 % par rapport à 2021, compte tenu à la fois de l'impact des formules d'indexation prévues par la DSP et de la levée de certaines des ses options.

**Les charges de fonctionnement (hors évolitY et SLT) s'élèvent à 1 101 K€.** Elles comprennent, notamment les frais de personnel pour 348 K€, le reversement d'une subvention au syndicat mixte des transports en commun (SMTC) pour 272 K€ dans le cadre de « Territoires d'Innovation », la contribution au dit SMTC pour 147 K€, les frais d'AMO de 72 K€ pour la mise en œuvre du futur mode de gestion des transports, une subvention versée à l'association profession sport 25/90 pour 42 K€, des impôts et taxes pour 29 K€, ainsi qu'une aide à l'achat de vélos à assistance électrique pour les particuliers pour 22 K€.

**La charge des intérêts de la dette atteint 574 K€.** Elle augmente car la rémunération du livret A est passée de 0,50 % au 1er janvier 2022 à 2 % au 31 décembre 2022 ; en effet, les intérêts de ce prêt de 40 M€ contracté en 2013 auprès de la CDC sont indexés sur le livret A +1 %.

S'ajoute également la **gestion en régie de la SLT pour 364 K€**, dont 254 K€ de charges de personnel. Ce service, opérationnel depuis le début d'année 2018, gère 94 carrefours.

**Les dépenses courantes du projet évolitY (161 K€)** concernent principalement les charges de personnel pour 48 K€, l'entretien des espaces verts et des voiries pour 47 K€, l'indemnité pour la perte d'exploitation versée aux commerçants pénalisés par les travaux de la ligne 3 pour 21 K€.

Ont été intégrées également depuis 2021, dans ce budget**, les dépenses relatives aux pistes cyclables pour 156 K€**, concernant principalement leur entretien.

**Le remboursement du VM aux entreprises pour le personnel logé ou transporté se limite désormais à 15 K€**. Il a chuté fortement depuis 2021 : il était de 32 K€ en 2021, mais de 249 K€ en 2020, ou encore de 394 K€ en 2019 ; en effet, le groupe Stellantis n'assure plus, depuis le 1er juillet 2021, le transport de son personnel.

## 2.3.6.6 Services à la personne

| Compte Administratif du Budget Annexe du Service à la Personne *(en €)* | Frais de personnel | Charges de fonctionnement | Subventions de fonctionnement | Total |
|---|---|---|---|---|
| Crèche de Colombier-Fontaine | 504 239 | 81 271 | 0 | **585 510** |
| Service commun | 276 208 | 222 991 | 136 000 | **635 199** |
| **Total** | **780 447** | **304 262** | **136 000** | **1 220 709** |

**Le taux de réalisation global des dépenses réelles de fonctionnement est de 96 %.**

Les principales dépenses 2022 concernent les **frais de personnel pour 780 K€.**

**Les autres charges de fonctionnement** s'élèvent à **304 K€**, dont 223 K€ recouvrant principalement les dépenses occasionnées par le portage des repas à domicile, la gestion de l'accueil périscolaire et de la restauration scolaire sur le territoire des Balcons du Lomont, ainsi que 81 K€ pour la crèche de Colombier-Fontaine.

**Les subventions versées** à hauteur de **136 K€** comportent :

- 90 K€ pour le multi-accueil petite enfance ;
- 46 K€ pour l'action jeunesse sur les secteurs de Pont-de-Roide - Vermondans et de la Vallée du Rupt.

# 2.4 NIVEAU D'ÉPARGNE

*Tableau de présentation de l'épargne brute et nette par budget*

| Comptes administratifs 2022 | Epargne brute en € | Remboursement du capital de la dette en € | Epargne nette en € |
|---|---|---|---|
| Budget Général | 12 954 340 | 8 366 656 | 4 587 684 |
| Budget annexe eau (ancienne DSP) | 1 232 191 | 25 769 | 1 206 422 |
| Budget annexe eau (nouvelle DSP) | 624 995 | 339 398 | 285 597 |
| Budget annexe assainissement (ancienne DSP) | 1 376 544 | 416 516 | 960 028 |
| Budget annexe assainissement (nouvelle DSP) | 353 913 | 492 447 | -138 534 |
| Budget annexe ordures ménagères secteur Vallée du Rupt | 164 261 | 0 | 164 261 |
| Budget annexe ordures ménagères secteur Trois Cantons | 77 604 | 17 023 | 60 581 |
| Budget annexe ordures ménagères autres secteurs | 164 210 | 10 084 | 154 126 |
| Budget annexe de l'immobilier locatif | 196 875 | 203 467 | -6 592 |
| Budget annexe zone d'activités économiques du Charmontet | 0 | 0 | 0 |
| Budget annexe zone d'activités économiques de Technoland I | -49 533 | 0 | -49 533 |
| Budget annexe des mobilités | 4 483 448 | 1 000 000 | 3 483 448 |
| Budget annexe des services à la personne | -1 414 | 0 | -1 414 |
| **Total** | **21 577 435** | **10 871 360** | **10 706 075** |

**L'épargne brute** résulte de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle s'élève à **21,6 M€ tous budgets confondus** et provient surtout du budget général pour 12,9 M€ et du budget annexe des transports pour 4,5 M€.

**Le remboursement du capital de la dette** concerne les remboursements de la dette effectués en 2022, soit **10,8 M€.**

**L'épargne nette** s'entend comme la différence entre l'épargne brute et le remboursement en capital de la dette. Elle s'établit à **10,7 M€ tous budgets confondus en 2022**, ce qui marque une amélioration sensible par rapport à l'exercice 2021 où elle n'était que de 7,6 M€ tous budgets confondus. Elle correspond au financement net de l'investissement. Ce sont ces fonds propres qui permettent à PMA d'autofinancer une partie de ses investissements sans avoir à recourir à l'emprunt ou au soutien d'autres partenaires.

# III. LES COMPTES ADMINISTRATIFS DE L'AGGLOMÉRATION REFLÈTENT DEPUIS 2014 L'EFFORT SIGNIFICATIF DE REDRESSEMENT FINANCIER

## 3.1 UNE BONNE MAÎTRISE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

En 2018, PMA avait dû signer, avec l'État, un contrat de modération des dépenses de fonctionnement s'engageant ainsi à ne pas augmenter ces dépenses au-delà de 1,2 % par an sur la période 2018-2022. Mais l'application de ce contrat a été suspendue en 2020 en raison de la crise sanitaire pour toutes les collectivités concernées par ce dispositif. Ce mécanisme de plafonnement des dépenses de fonctionnement est donc bien terminé, puisqu'il n'y a pas eu d'autres règles d'encadrement pour les exercices 2021 et 2022. Pour autant, il n'est pas à exclure que l'État ne remette en place un nouvel encadrement pour les années à venir.

Surtout, indépendamment des contraintes légales ou réglementaires, afin d'être en mesure de maintenir les grands équilibres financiers de son budget, l'agglomération doit veiller à conserver un excèdent suffisant de sa section de fonctionnement pour rembourser ses dettes et pour autofinancer une part significative de ses investissements.

Sur la période récente, PMA est parvenue à modérer ses dépenses de fonctionnement, certes la progression en 2022 s'établit à +5,3%, mais en moyenne sur plusieurs années l'évolution demeure raisonnable.

## 3.2 L'ÉVOLUTION DU BESOIN DE FINANCEMENT : DÉSENDETTEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL DEPUIS 2014

**Le besoin de financement mesure la différence entre les remboursements en capital de la dette et les emprunts nouveaux. Il équivaut ainsi à la variation de l'encours de dette.** Dans le contrat de modération 2018-2020, l'État fixait l'objectif d'une amélioration de ce besoin, donc d'un désendettement.

L'encours de dette nette du Budget Général se réduit en 2022 d'environ 200 K€ par rapport à l'année 2021, et ce, malgré l'encaissement de 8 M€ d'emprunts nouveaux souscrits en 2021.

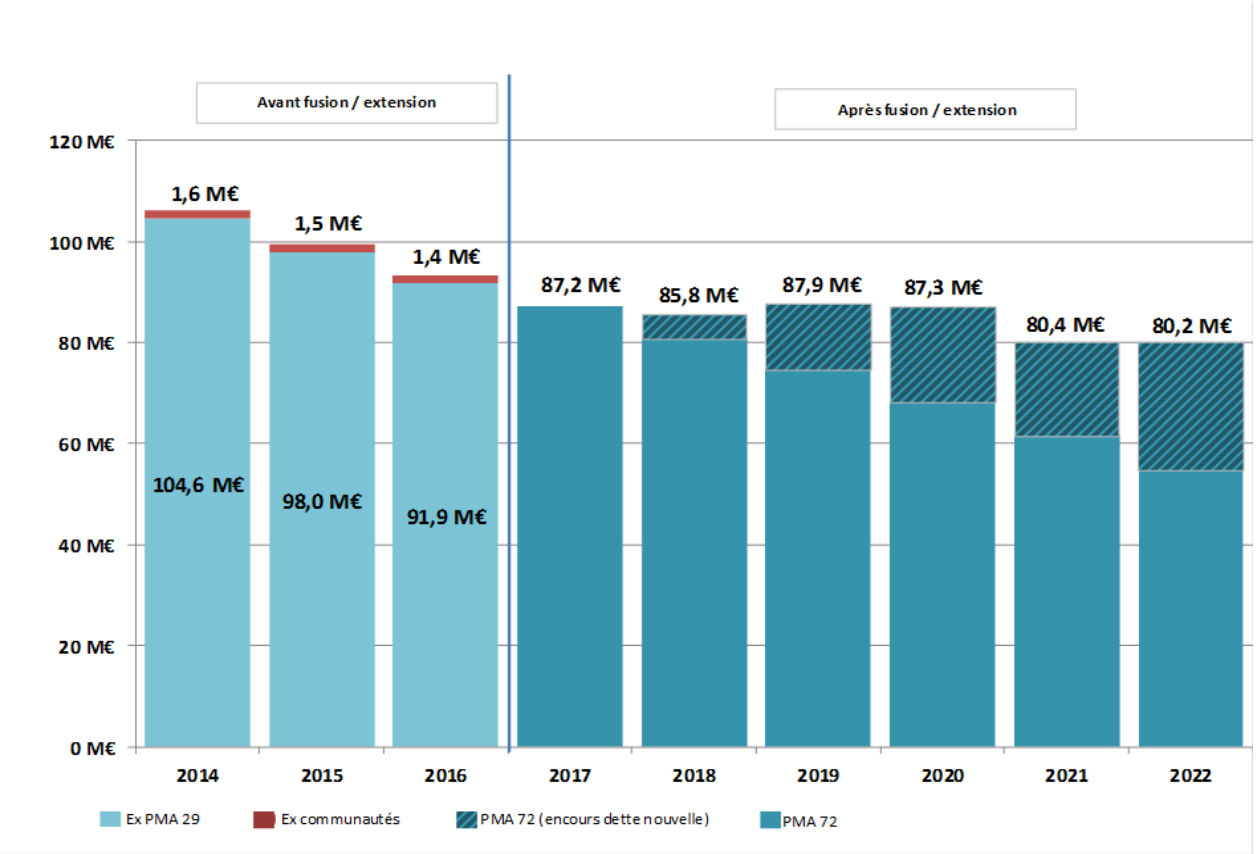
### *Encours de dette du budget général de 2014 à 2022*

| 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Désendettement de 2014 à 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 104,6 M€ | 98 M€ | 91,9 M€ | 87,2 M€ | 85,8 M€ | 87,9 M€ | 87,3 M€ | 80,4 M€ | 80,2 M€ | -24,4 M€ |

**La dette du budget général de PMA s'est ainsi réduite de plus de 24 M€, ces huit dernières années. Pour financer les investissements de l'exercice 2022, trois nouveaux emprunts ont été contractés :**

- un **emprunt de 5 M€** souscrit auprès de la Banque Populaire qui ne sera encaissé que le 1er mai 2023 **dédié au financement de la compétence collecte et traitement des ordures ménagères** et est donc destiné à être transféré sur le futur budget annexe correspondant à créer au 1er janvier 2024 compte tenu de la création de la REOMi à l'échelle des 72 communes ;
- un autre **emprunt de 4 M€** souscrit auprès de la Banque Postale, qui ne sera encaissé que le 22 novembre 2023 ;
- un **dernier emprunt d'un montant de 1,5 M€** souscrit auprès de la Banque Postale, qui ne sera encaissé que le 5 février 2024.

### *Évolution de l'encours net du budget général*




Le volume significatif d'investissement à financer l'an passé n'a ainsi permis de facto qu'une réduction nette très limitée de la dette du budget général de PMA.

# 3.3 ANALYSES COMPLÉMENTAIRES SUR L'ÉVOLUTION DE LA DETTE GLOBALE DE PMA

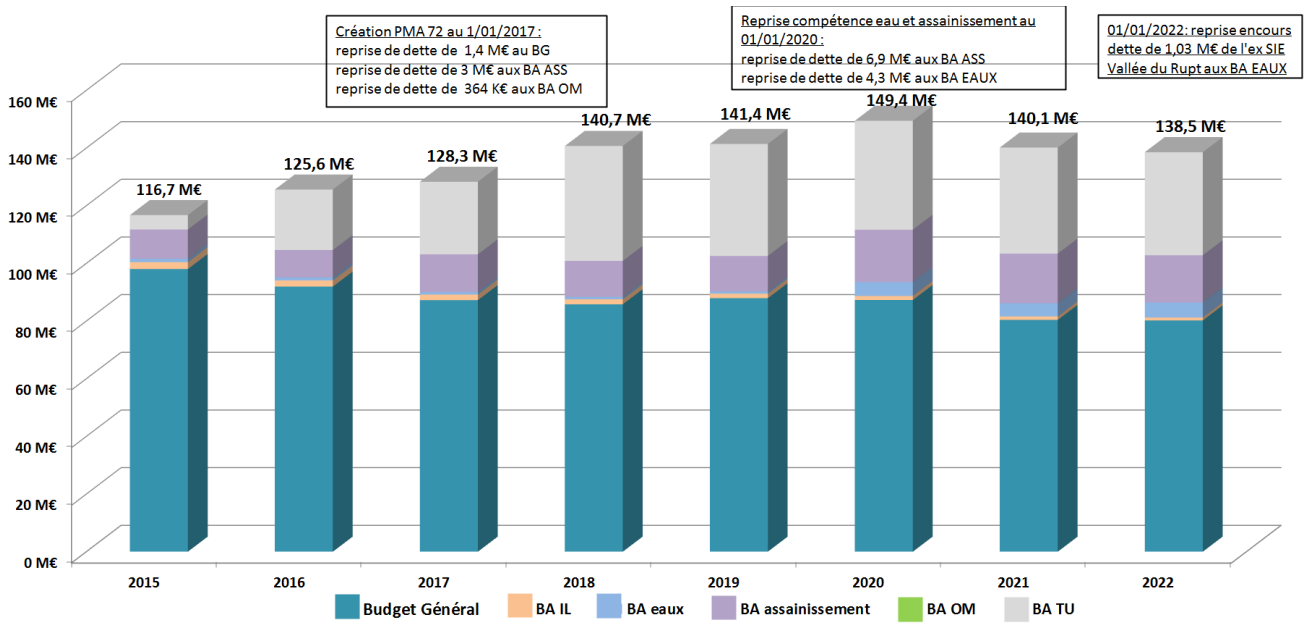
***Répartition de l'encours de dette consolidée par budget au 31 décembre 2022***

| Budgets | CRD | % du CRD |
|---|---|---|
| Budget Général de 80,2 M€ en propre (dont Budget Immobilier Locatif pour 1 M€) | 81 213 286 € | 58,6 % |
| Budget des eaux | 708 650 € | 0,5 % |
| Budget de l'eau potable (nouvelle DSP) | 4 498 559 € | 3,3 % |
| Budget assainissement | 8 369 912 € | 6,0 % |
| Budget service de l'assainissement (nouvelle DSP) | 7 989 155 € | 5,8 % |
| Budget Ordures Ménagères Trois Cantons | 110 770 € | 0,1 % |
| Budget Ordures Ménagères ex-SIEVOM | 105 894 € | 0,1 % |
| Budget Transports Urbains | 35 525 000 € | 25,6 % |
| **Total encours dette mobilisé** | **138 521 226 €** | **100,0 %** |

Un emprunt d'un montant de 1 M€ a été souscrit auprès de la Banque Postale pour financer les investissements 2022 du budget annexe transports ; il ne sera encaissé que le 5 février 2024.

Si les deux budgets annexes de l'eau ont bien fusionné, tout comme les deux budgets annexes de l'assainissement, au 1er janvier 2023, des mouvements de dette au sein de chacune de ces paires de budgets se sont avérés nécessaires en cours d'année compte tenu de l'extinction de certaines DSP. Ainsi au 1er janvier 2022, les cinq emprunts, contractés à l'origine par la commune d'Écot, imputés initialement sur le budget annexe de l'eau (ancienne DSP) ont été transférés sur le budget annexe de l'eau (nouvelle DSP) pour un encours de 314 775,67 € et les emprunts de l'ex-syndicat intercommunal des eaux (SIE) de la Vallée du Rupt ont été intégrés au budget annexe de l'eau potable (nouvelle DSP) pour un encours de 1 032 177,94 €. De même, au 1er août 2022, les emprunts de l'ex-communauté de communes de la Vallée du Rupt, imputés initialement sur le budget annexe de l'assainissement (ancienne DSP), ont été basculés sur le budget annexe de l'assainissement (nouvelle DSP) pour un encours de 1 132 738,14 €.

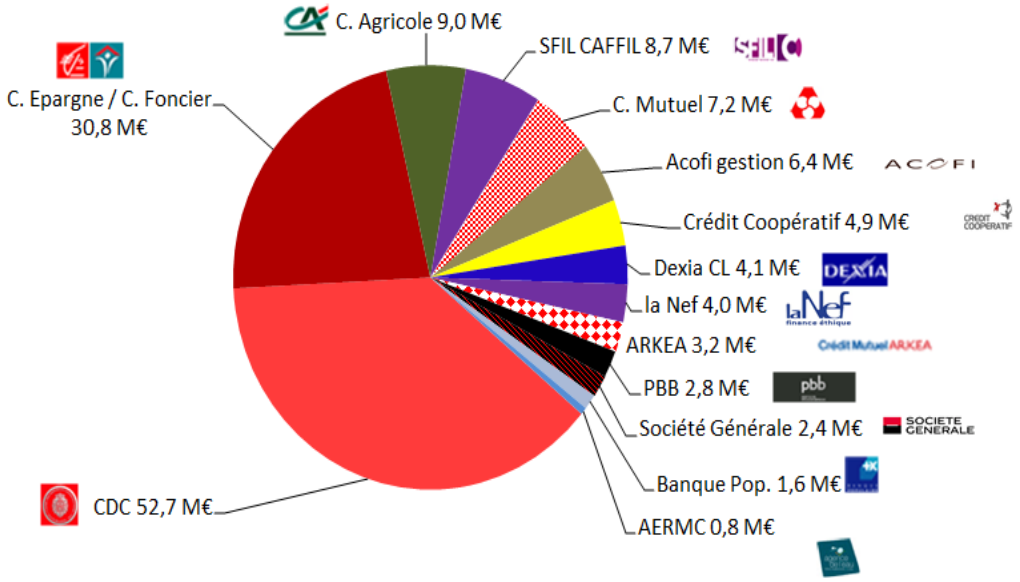
***Encours de dette tous budgets confondus***



Cette présentation de l'évolution de l'encours par budget depuis 2014 met en évidence trois mouvements principaux :

- la tendance au désendettement progressif du budget général ;
- la constitution au budget annexe des transports d'une dette sur 40 ans souscrite en 2013, mobilisée ensuite par étapes pour financer le projet évolitY jusqu'en 2018 et qui s'amortit très progressivement depuis lors ;
- la reprise successive en 2017 puis en 2020 et 2022 de la dette des collectivités du territoire des communautés de communes ayant réalisé une fusion-extension avec PMA.

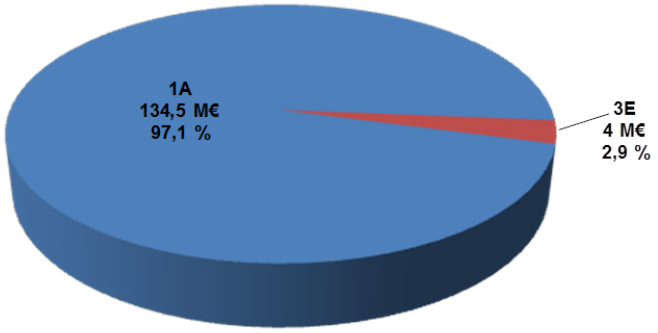
***Répartition de l'encours par créancier au 31 décembre 2022***




La Banque des Territoires (CDC) demeure, de loin, le principal créancier de PMA, suivi par le groupe Caisse d'Épargne – Crédit Foncier, et par un panel très diversifié de partenaires bancaires ou financiers permettant la concrétisation des investissements de l'agglomération.

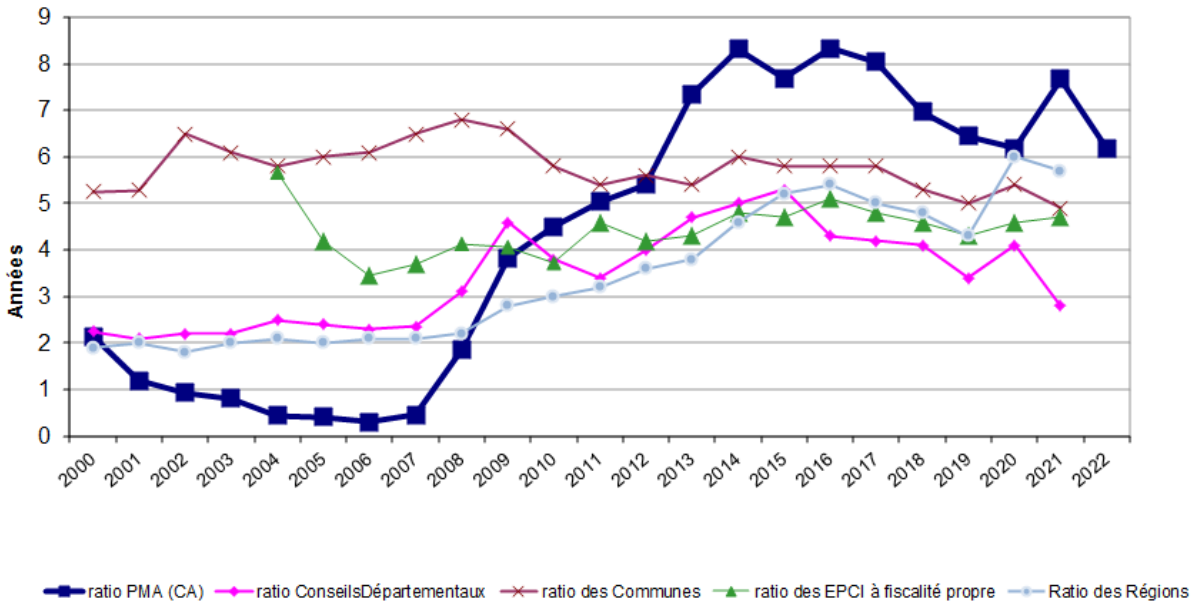
L'encours bancaire mobilisé se situe à 97,1 % en risque faible selon la Charte Gissler et à 2,9 % en risque moyen à élevé.

***Dette 2022 tous budgets confondus selon la charte de bonne conduite classification dite « Gissler »***



## 3.4 UN RATIO DE SOLVABILITÉ DU BUDGET GÉNÉRAL NETTEMENT EN DESSOUS DES 12 ANS

*Évolution rétrospective comparée du ratio de solvabilité*




Le ratio de solvabilité s'est amélioré au CA 2022 en s'établissant à 6,2 ans contre 7,7 ans en 2021. La diminution du ratio provient essentiellement de la hausse de l'épargne brute constatée au budget général en 2022, qui atteint 13 M€ contre 10,5 M€ en 2021. L'encours de dette demeure stable et il passe de 80,4 M€ en 2021 à 80,2 M€ en 2022. La tendance semblait, en 2021, également plutôt à une baisse de ce ratio pour les communes, départements et régions.

# IV. COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER

Le Comptable Public a fait parvenir à PMA les comptes de gestion de l'exercice 2022 pour le budget général et les budgets annexes. Après vérification, il apparaît que ces documents reprennent l'intégralité des opérations effectuées au cours de cet exercice. Ils sont en parfaite concordance avec les comptes administratifs correspondants.

# V. DÉCISIONS À INTERVENIR

**Il est proposé :**

- **d'approuver les comptes de gestion du Comptable ;**
- **d'adopter les présents comptes administratifs.**

# VI. ANNEXES ET INDEX

| Comptes Administratifs 2022 *(montants en K€)* | Résultats 2022 *(a)* | Résultats antérieurs *(b)* | Résultats de clôture *(c=a+b)* | Reports nets 2022 sur 2023 *(d)* | Résultats globaux de clôture *(e = c+d)* |
|---|---|---|---|---|---|
| Budget Général | 2 483 | -7 408 | -4 925 | 5 826 | 901 |
| Budget annexe eau (ancienne DSP) | -30 | 1 944 | 1 914 | 0 | 1 914 |
| Budget annexe eau (nouvelle DSP) | 522 | 217 | 739 | -890 | -151 |
| Budget annexe assainissement (anciennes DSP) | -206 | 1 421 | 1 215 | 0 | 1 215 |
| Budget annexe assainissement (nouvelle DSP) | 253 | -114 | 139 | -492 | -353 |
| Budget annexe ordures ménagères secteur Vallée du Rupt | 205 | 49 | 254 | -297 | -43 |
| Budget annexe ordures ménagères secteur Trois Cantons | -93 | -45 | -138 | -307 | -445 |
| Budget annexe ordures ménagères autres secteurs | 173 | 200 | 373 | -639 | -266 |
| Budget annexe de l'immobilier locatif | 150 | -82 | 68 | -37 | 31 |
| Budget annexe zone d'activités économiques du Charmontet | 0 | -656 | -656 | 0 | -656 |
| Budget annexe zone d'activités économiques de Technoland I | -49 | -179 | -228 | 0 | -228 |
| Budget annexe des mobilités | 4 444 | -2 730 | 1 714 | -719 | 995 |
| Budget annexe des services à la personne | -13 | 24 | 11 | -2 | 9 |
| **Total** | **7 839** | **-7 359** | **480** | **2 443** | **2 923** |

## Définition des résultats

**Les résultats 2022** correspondent à la différence entre les recettes et les dépenses (réelles et d'ordre, toutes sections confondues) comptabilisées sur l'exercice 2022.

**Les résultats antérieurs** sont les résultats réalisés les années antérieures et qui sont repris au CA.

**Les résultats de clôture au 31 décembre 2022** s'obtiennent en additionnant les résultats de l'année budgétaire avec les résultats antérieurs. Ils seront repris à la prochaine décision modificative, sauf pour le budget annexe des transports dont les résultats ont été repris exceptionnellement au budget primitif 2023.

**Les reports nets 2022 sur 2023** correspondent à la différence entre les recettes d'investissement reportées et les dépenses d'investissement reportées. Ces recettes d'investissement reportées comportent notamment les emprunts souscrits, mais non encore encaissés, à hauteur de 10,5 M€ par exemple au CA 2022 du budget général.

**Les résultats globaux de clôture** sont les résultats de clôture au 31 décembre 2022 auxquels sont ajoutés les reports nets 2022 sur 2023.

# Analyse détaillée des résultats de quelques budgets

## Budget général :

**L'exercice budgétaire 2022 dégage un solde positif de +2 483 K€,** qui s'explique, notamment par un montant d'emprunt encaissé plus important qu'en 2021 (8 M€ sur l'exercice 2022 contre seulement 1 M€ en 2021) et aussi par le fait que certaines dépenses d'investissement inscrites en 2022 n'ont pas été réalisées sur l'exercice, mais reportées sur 2023, comme des investissements liés à la mise en place de la redevance incitative. À ce chiffre, doivent être ajoutés les résultats antérieurs négatifs (-7 408 K€) issus, notamment du faible montant d'emprunt réellement encaissé sur l'exercice 2021 et des investissements importants réalisés en 2021 en raison du décalage des investissements 2020 avec la crise sanitaire de la Covid-19. Au 31 décembre 2022, le budget général présente donc un résultat de clôture de -4 924 K€. Ce montant est réduit fortement par les reports 2022 sur l'exercice 2023, dont le solde est positif (+5 826 K€), notamment en raison des 10,5 M€ d'emprunts souscrits en 2022 et reportés sur 2023, 20247 pour leur encaissement.

**Corrigé des restes à réaliser, le résultat global de clôture s'établit à +902 K€.** Il sera repris à une prochaine décision modificative et participera à l'équilibre budgétaire de cette dernière.

## Budget annexe de l'eau (ancienne DSP) :

**L'exercice budgétaire 2022 présente un résultat négatif (-30 K€**), qui provient notamment d'une section d'investissement déficitaire du fait que des subventions du Département et de l'Agence de l'Eau inscrites au BP 2022 n'ont pas été encaissées en totalité sur l'exercice, mais reportées pour partie sur 2023. À ce solde, s'ajoutent les résultats antérieurs positifs (+1 944 K€), qui avaient été constitués progressivement au fil des exercices budgétaires précédents notamment par l'encaissement de subventions de l'Agence de l'Eau et par la vente d'eau à la Communauté d'Agglomération du Grand Belfort.

**Au 31 décembre 2022, ce budget annexe de l'eau (ancienne DSP) présente donc un résultat de clôture positif pour atteindre +1 914 K€.** Ce résultat sera repris à une prochaine décision modificative dans le budget annexe de l'eau nouvelle DSP, qui est devenu depuis le 1er janvier 2023 l'unique budget de l'eau.

## Budget annexe de l'assainissement (nouvelle DSP) :

**L'exercice budgétaire 2022 présente un résultat négatif de –206 K€** qui résulte d'une section d'investissement déficitaire du fait des mêmes raisons évoquées ci-dessus pour le budget de l'eau, c'est-à-dire que des subventions du Département et de l'Agence de l'Eau inscrites au BP 2022 n'ont pas été encaissées en totalité sur l'exercice, mais reportées sur 2023. À ce montant, doivent s'ajouter les résultats antérieurs positifs (+1 421 K€) qui provenaient principalement de recettes encaissées plus élevées que les prévisions budgétaires (redevance pour branchement non conforme, facturation des diagnostics pour les conformités de branchements, aide de l'Agence de l'eau, taxe d'aménagement), et aussi par des opérations non réalisées sur l'exercice, mais reportées sur 2022 telles que par exemple des travaux sur les réseaux communaux ou sur les stations d'épuration ainsi que la poursuite du schéma directeur d'assainissement.

**Au 31 décembre 2022, le budget annexe de l'assainissement (nouvelle DSP) offre donc un résultat de clôture de +1 215 K€.** Ce résultat sera repris à une prochaine décision modificative dans le budget annexe de l'assainissement nouvelle DSP, qui est devenu depuis le 1er janvier 2023 l'unique budget de l'assainissement.

## Budget annexe des transports :

**L'exercice budgétaire 2022 apparaît avec un résultat positif de +4 444 K€**, qui s'explique principalement par le fait que des investissements inscrits au budget 2022 n'ont pas été réalisés sur l'exercice, mais reportés sur 2023 comme l'acquisition de bus, des travaux sur les pistes cyclables, sur la mise en accessibilité des arrêts de bus et aussi sur le site de la Charmotte. À ce solde, il convient d'ajouter les résultats antérieurs négatifs (-2 731 K€), qui provenaient principalement du décalage d'encaissement des subventions de l'État et du l'Europe liée au projet évolitY. Au 31 décembre 2022, ce budget annexe présente donc un résultat de clôture positif de +1 713 K€. Il diminue du fait des reports 2022 sur 2023, dont le solde est négatif (-719 K€) et qui concernent principalement les acquisitions et travaux évoqués ci-dessus.

**Corrigé des restes à réaliser, le résultat global de clôture s'établit à +994 K€.** Il s'inscrit dans la logique de la recherche d'un financement par ce budget pour terminer la ligne 3.

### Budget annexe des ordures ménagères du secteur de la Vallée du Rupt :

**L'exercice budgétaire 2022 dégage un résultat positif de +205 K€**, qui s'explique principalement par ce que des investissements inscrits au budget 2022 n'ont pas été réalisés sur l'exercice mais reportés sur 2023, tels que l'acquisition de bacs jaunes ou de matériel roulant pour la collecte des ordures ménagères. À ce montant, il convient d'adjoindre les résultats antérieurs qui étaient positifs (+49 K€) et qui avaient été constitués progressivement au fil des exercices budgétaires précédents surtout grâce à la REOM. Au 31 décembre 2022, ce budget annexe présente donc un résultat de clôture de +254 K€. Il doit être réduit de manière importante (-297 K€), en raison des reports nets 2022 sur 2023, qui concernent principalement les investissements déjà cités ci-dessus.

**Corrigé des restes à réaliser, le résultat global de clôture s'établit à -43 K€.** La reprise en décision modificative (DM) à venir de ce résultat négatif de -43 K€ du CA 2022 devra être équilibrée par une recette nouvelle, comme le FCTVA 2022 non encore encaissé en totalité.

### Budget annexe des ordures ménagères du secteur des Trois Cantons :

**L'exercice budgétaire 2022 présente un résultat négatif de -93 K€**, qui découle principalement de la non-réalisation d'un emprunt prévu au budget primitif (BP). À ce chiffre, doivent être aussi ajoutés les résultats antérieurs déficitaires de –45 K€ découlant de recettes perçues en 2021, moins élevées que les prévisions budgétaires, notamment pour la REOMi et la vente des produits résiduels de la déchetterie.

Au 31 décembre 2022, ce budget annexe présente donc un résultat de clôture de –138 K€, qui se dégrade encore fortement par les reports nets 2022 sur 2023 (-307 K€), couvrant essentiellement l'acquisition des bacs jaunes ou de matériel roulant pour la collecte des ordures.

**Corrigé des restes à réaliser, le résultat global de clôture reste négatif et s'établit à –445 K€.** La reprise en DM à venir de ce résultat négatif de -445 K€ du CA 2022 devra être équilibrée par une recette nouvelle, comme le FCTVA 2022 non encore encaissé en totalité ou un emprunt en face des investissements.

### Budget annexe des ordures ménagères autres secteurs :

**L'exercice budgétaire 2022 offre un résultat positif de +174 K€** qui provient de fait que des investissements inscrits au budget 2022 n'ont pas été réalisés sur l'exercice, mais reportés sur 2023, comme l'acquisition de bacs jaunes ou de matériel roulant pour la collecte des ordures ménagères. À cette somme, s'ajoutent les résultats antérieurs excédentaires (+200 K€) qui avaient été constitués au fil des exercices budgétaires précédents, notamment grâce à la REOM et aussi par l'encaissement de recettes de fonctionnement plus élevées que les prévisions, telles que la vente de produits de résiduels provenant de la déchetterie et les subventions versées par les éco-organismes. Au 31 décembre 2022, ce budget annexe dégage donc un résultat de clôture de +374 K€. Il est minoré de manière très importante (-639 K€) par les reports nets 2022 sur 2023, qui concernent principalement les investissements déjà cités ci-dessus.

**Corrigé des restes à réaliser, le résultat global de clôture s'établit à -266 K€.** La reprise en DM à venir de ce résultat négatif de -226 K€ du CA 2022 devra être équilibrée par une recette nouvelle, telle que le FCTVA 2022 non encore encaissé en totalité ou un emprunt.

# État synthétique de répartition de la TEOM au CA 2022 (recettes et dépenses réelles encaissées et mandatées)

| Dépenses de fonctionnement en K€ | 13 611 | Recettes de fonctionnement en K€ | 13 635 |
|---|---|---|---|
| charges à caractère général : | 7 696 | TEOM | 8 945 |
| *dont :* | | subventions et participations reçues | 2 172 |
| *- incinération des ordures ménagères (avec Refiom)* | *3 750* | produit des services, domaines et ventes diverses | 1 674 |
| *- traitement des déchets* | *1 824* | redevance spéciale | 520 |
| *- carburant* | *1 011* | remboursement sur rémunération | 207 |
| *- entretien et réparation du matériel roulant* | *452* | autres produits de gestion courante | 55 |
| charges de personnel | 5 915 | produit exceptionnels | 62 |
| | | | |
| **Dépenses d'investissement en K€** | **1 715** | **Recettes d'investissement en K€** | **683** |
| études | 253 | subventions versées par l'Ademe et la Région | 683 |
| acquisition de matériel | 1 248 | | |
| travaux | 214 | | |
| | | | |
| **Total général** | **15 326** | | **14 318** |
| | | | |
| **Déficit** | **-1 008** | | |

# État de répartition de la TEOM Résultats des derniers CA

| en K€ | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| recettes de fonctionnement | 11 643 | 11 419 | 12 122 | 13 020 | 12 835 | 13 635 |
| dépenses de fonctionnement | 12 497 | 12 166 | 11 741 | 11 480 | 12 288 | 13 611 |
| **résultat de fonctionnement** | -854 | -747 | 381 | 1 540 | 547 | 24 |
| recettes d'investissement | 16 | 0 | 84 | 61 | 0 | 683 |
| dépenses d'investissement | 995 | 1 002 | 3 012 | 2 001 | 2 044 | 1 715 |
| **résultat d'investissement** | -979 | -1 002 | -2 928 | -1 940 | -2 044 | -1 032 |
| | | | | | | |
| **résultat total** | **-1 833** | **-1 749** | **-2 547** | **-400** | **-1 497** | **-1 008** |

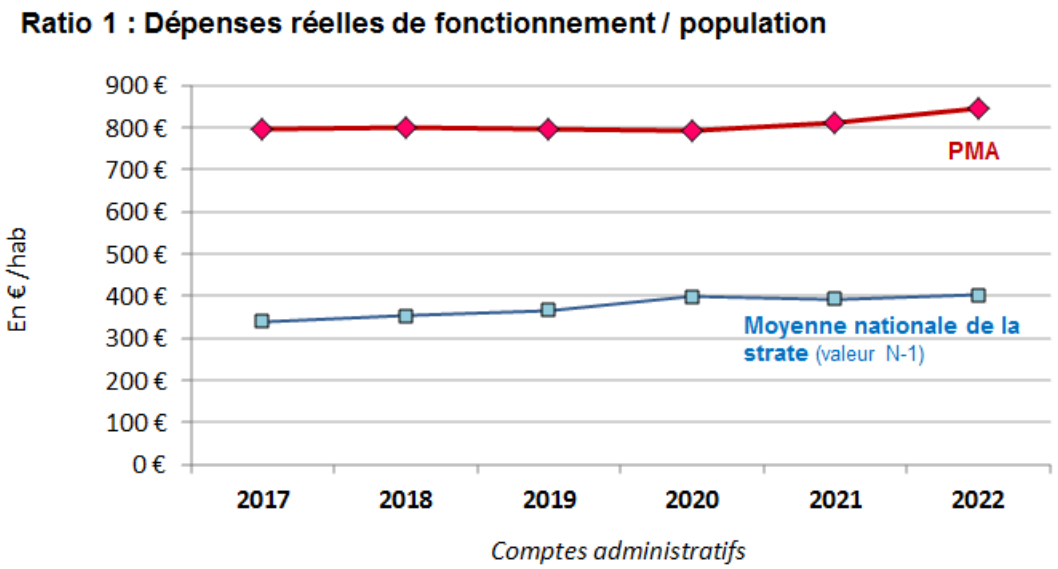
Au total, le produit de la TEOM demeure structurellement insuffisant pour couvrir le solde des dépenses nettes des compétences de collecte et d'élimination des ordures ménagères. L'ampleur de ce manque varie sensiblement d'une année à l'autre, notamment en raison des encaissements de recettes de Citéo qui ne sont pas linéaires (régularisation des années antérieures en 2020 par exemple) comme aussi du volume des investissements qui évolue de façon importante chaque année. En 2024, le passage à la REOMI pour les 72 communes devra permettre aussi de combler cet écart.

# ÉVOLUTION DES RATIOS FINANCIERS OBLIGATOIRES DU COMPTE ADMINISTRATIF

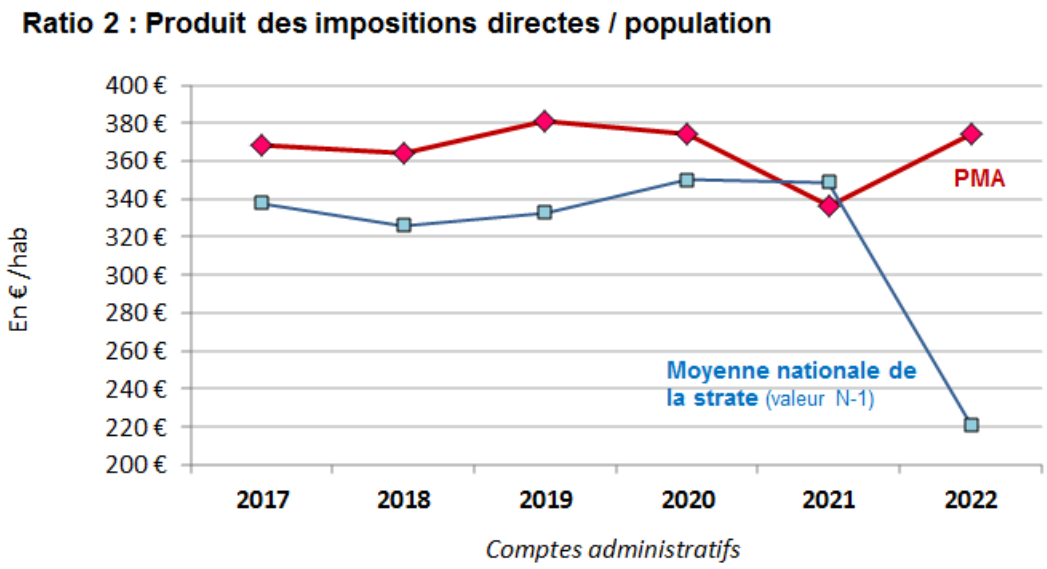
Apparaissent, ci-dessous, les ratios du budget général figurant en première page des documents comptables transmis chaque année aux élus par voie électronique depuis la fusion-extension ayant créé la nouvelle agglomération.

| | Ratios financiers obligatoires calculés au CA | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | **Dépenses réelles de fonctionnement / population** | 794 € | 801 € | 795 € | 792 € | 812 € | **845 €** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *339 €* | *353 €* | *366 €* | *399 €* | *393 €* | *402 €* |
| 2 | **Produit des impositions directes / population** | 368 € | 364 € | 381 € | 374 € | 336 € | **374 €** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *338 €* | *326 €* | *333 €* | *350 €* | *349 €* | *221 €* |
| 3 | **Recettes réelles de fonctionnement / population** | 861 € | 887 € | 890 € | 900 € | 893 € | **943 €** |
| | Moyenne nationale de la strate | 411 € | 422 € | 439 € | 487 € | 467 € | 482 € |
| 4 | **Dépenses d'équipement brut / population** | 64 € | 41 € | 72 € | 58 € | 81 € | **124 €** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *85 €* | *78 €* | *79 €* | *102 €* | *94 €* | *96 €* |
| 5 | **Encours de la dette / population** | 608 € | 598 € | 621 € | 606 € | 559 € | **561 €** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *390 €* | *365 €* | *345 €* | *435 €* | *369 €* | *376 €* |
| 6 | **DGF / population** | 113 € | 112 € | 115 € | 113 € | 112 € | **111 €** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *127 €* | *105 €* | *95 €* | *99 €* | *89 €* | *87 €* |
| 7 | **Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement** | 23,8% | 22,7% | 22,6% | 22,9% | 23,1% | **23,3%** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *35,3%* | *36,7%* | *37,9%* | *38,9%* | *38,6%* | *39,1%* |
| 8 | **Dépenses de fonctionnement et remboursement dette en capital / recettes réelles de fonctionnement** | 96,4% | 95,5% | 94,9% | 93,9% | 97,1% | **95,6%** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *90,8%* | *91,0%* | *90,2%* | *90,6%* | *91,2%* | *90,6%* |
| 9 | **Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement** | 7,4% | 4,7% | 8,1% | 6,4% | 9,0% | **13,1%** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *20,8%* | *18,4%* | *17,9%* | *21,0%* | *20,1%* | *19,9%* |
| 10 | **Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement** | 70,6% | 67,4% | 69,8% | 67,0% | 62,6% | **59,5%** |
| | *Moyenne nationale de la strate* | *95,1%* | *86,5%* | *78,7%* | *89,4%* | *79,0%* | *78,0%* |

# GRAPHIQUES D'ÉVOLUTION DES RATIOS LÉGAUX

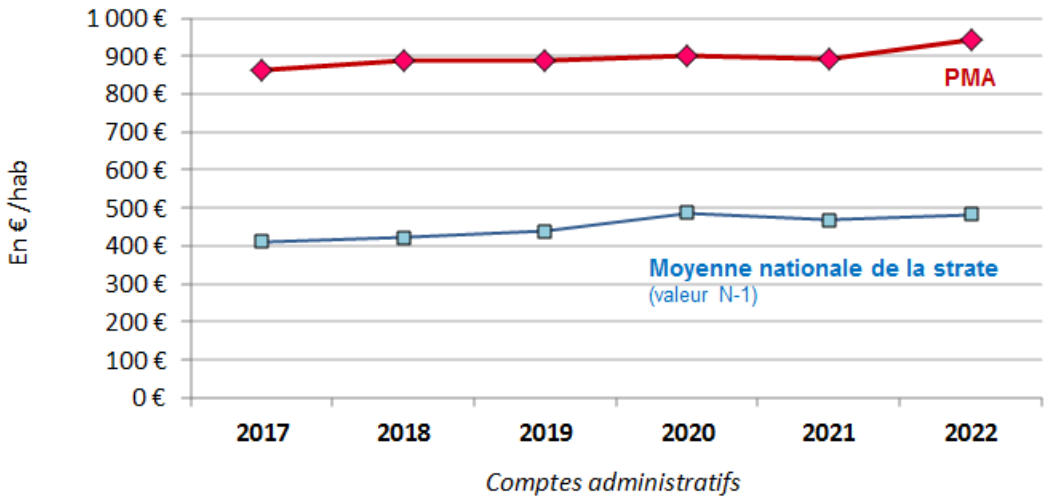



Les dépenses réelles de fonctionnement de PMA dépassent fortement la moyenne, tant en raison de l'ampleur des compétences découlant aussi de l'ancienneté du district urbain, que de fait des importantes ressources reversées aux communes. Cette solidarité intercommunale s'exerce en fonctionnement par le biais des attributions de compensation (39,43 M€), par la DSC (1,3 M€) et a notamment été renforcée avec la prise en charge du FPIC par l'intercommunalité portée sur la part alors restante aux communes à 50 % en 2021 (+0,4 M€) puis à 100 % en 2022 (+0,5 M€). Leur progression sensible sur 2022 survient aussi dans le contexte d'une poussée inflationniste, alors même que l'évolution démographique est marquée sur PMA par une stagnation ou une diminution de la population qui renchérit la part des coûts fixes.



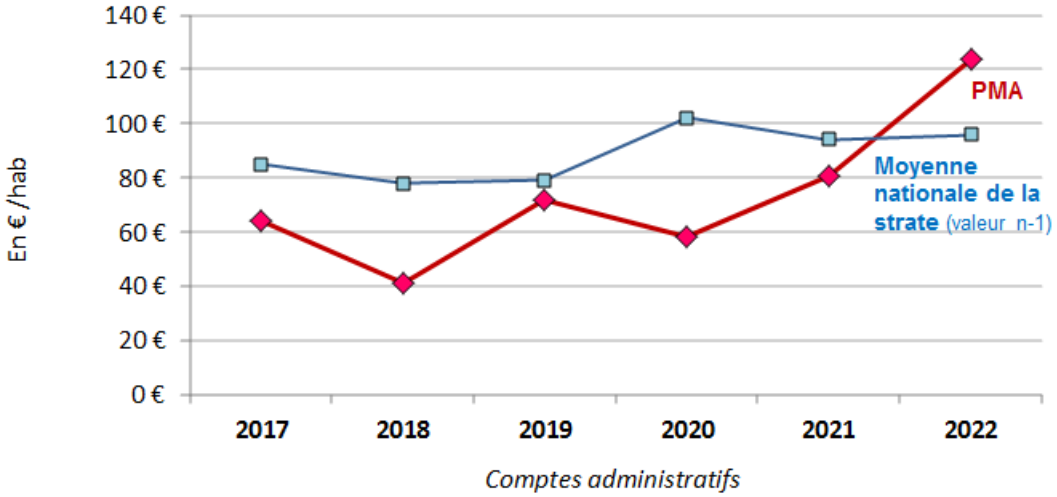

L'augmentation très marquée du produit des impositions directes perçues par PMA en 2022 découle principalement d'une augmentation des recettes de CVAE (+ 1,9 M€) et de fraction de TVA versée en compensation de la suppression de la TH (+1,7 M€).

**Ratio 3 : Recettes de fonctionnement / population**



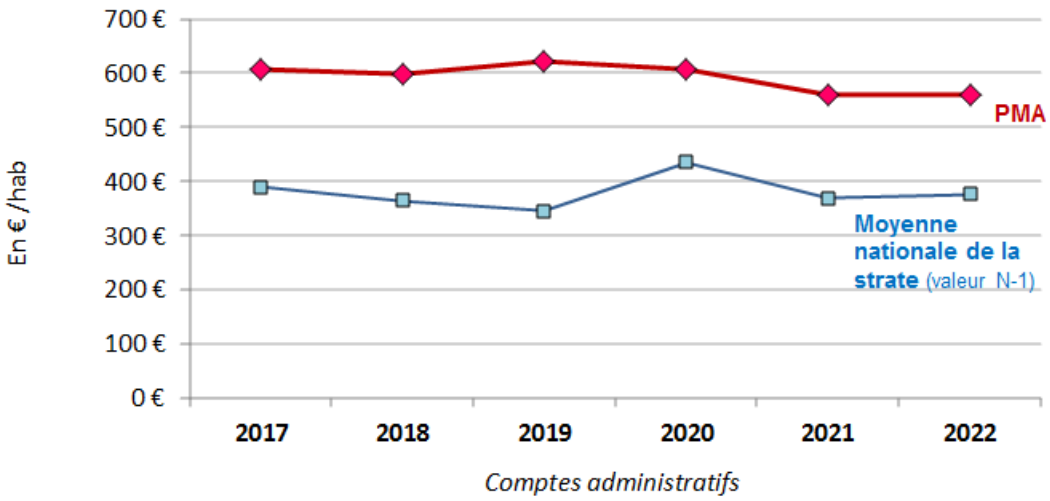

Au vu de son caractère industriel et des produits perçus de la fiscalité ou des dotations, qui s'y substituent au fil du temps, PMA continue de bénéficier de recettes supérieures à la moyenne. La progression sensible réservée pour l'agglomération en 2022 provient notamment de l'augmentation des recettes fiscales de près de 5,5 M€.

**Ratio 4 : Dépenses d'équipement brut / population**



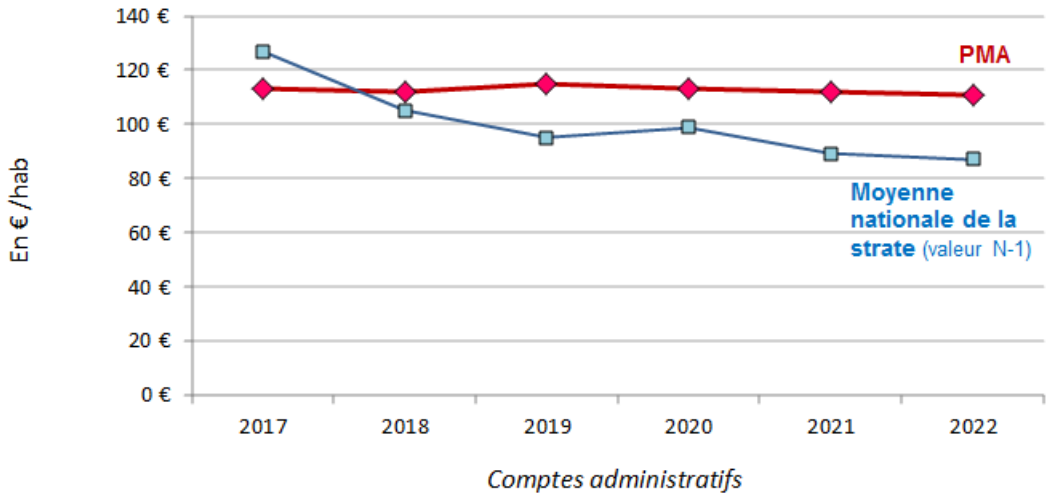

Avec, en 2022, la poursuite des dépenses importantes du chantier du nouveau conservatoire, les investissements du budget général de PMA deviennent supérieurs à la moyenne, sachant que ces dernières années, l'agglomération avait davantage priorisé les dépenses d'équipement des budgets annexes, notamment celles en lien avec les transports urbains et la mobilité.

**Ratio 5 : Encours de la dette / population**




En volume par habitant, la dette du budget général demeure structurellement supérieure à la moyenne de la strate. Le ratio moyen augmente cependant plus que le ratio de PMA, qui avait sensiblement diminué entre 2019 et 2021.

**Ratio 6 : DGF / population**

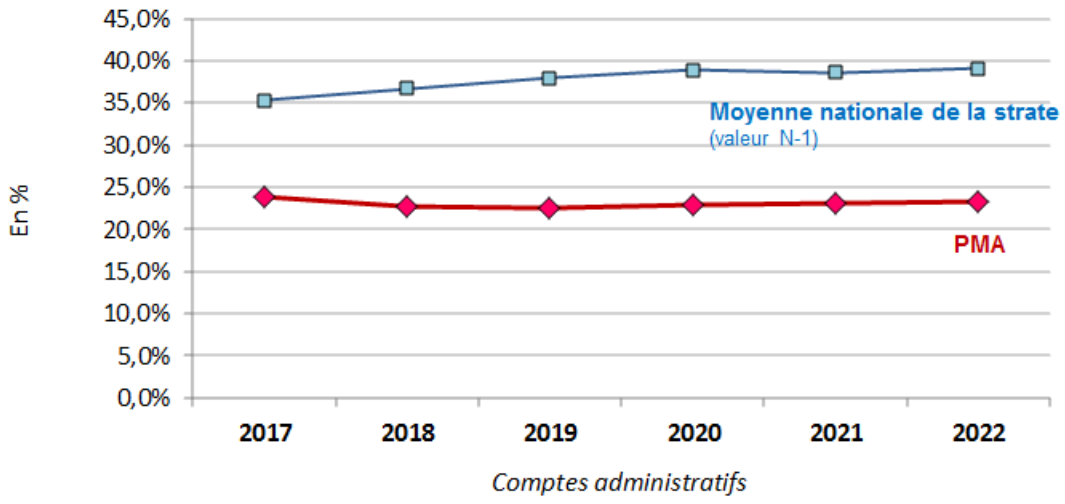



Depuis 2017, la dotation d'intercommunalité de la DGF de PMA a été mieux préservée que la moyenne, en raison notamment d'un mécanisme législatif spécifique qui, en 2019, a permis, d'une part, de réalimenter cette dotation à hauteur de 5 € par habitant, alors qu'elle était auparavant annulée par le prélèvement pour la contribution au redressement des finances publiques et, d'autre part, de définir un volume cible de dotation supérieur pour l'agglomération. Depuis lors, l'évolution de l'attribution par habitant est plafonnée chaque année à +10 %. La dotation d'intercommunalité est en 2022 de 1,05 M€.

A contrario, la dotation de compensation de PMA s'est, elle, affaiblie sur toute la période, passant de 16,5 M€ en 2017 à près de 14,9 M€ en 2022.

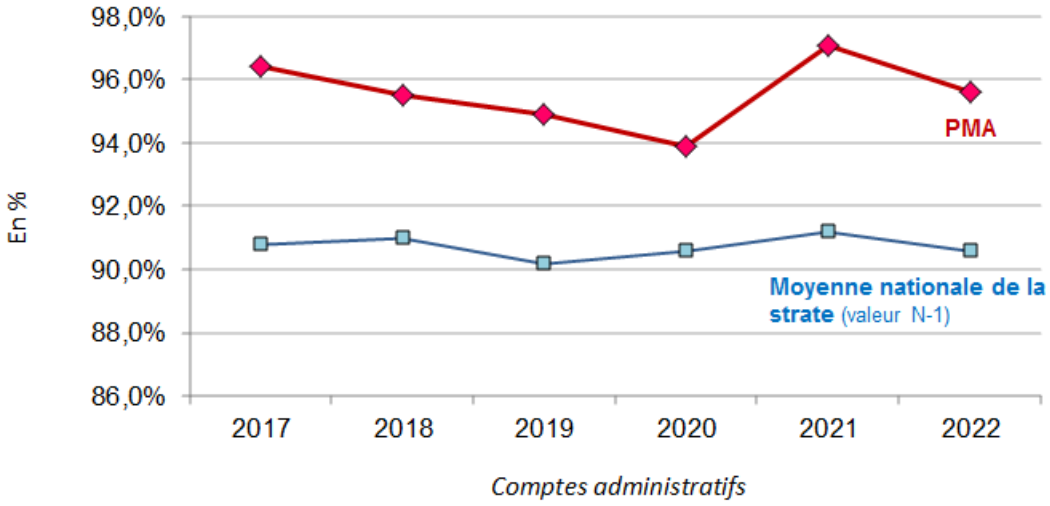
Globalement, PMA maintient ainsi à peu près son niveau total de DGF par habitant.

**Ratio 7 : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement**



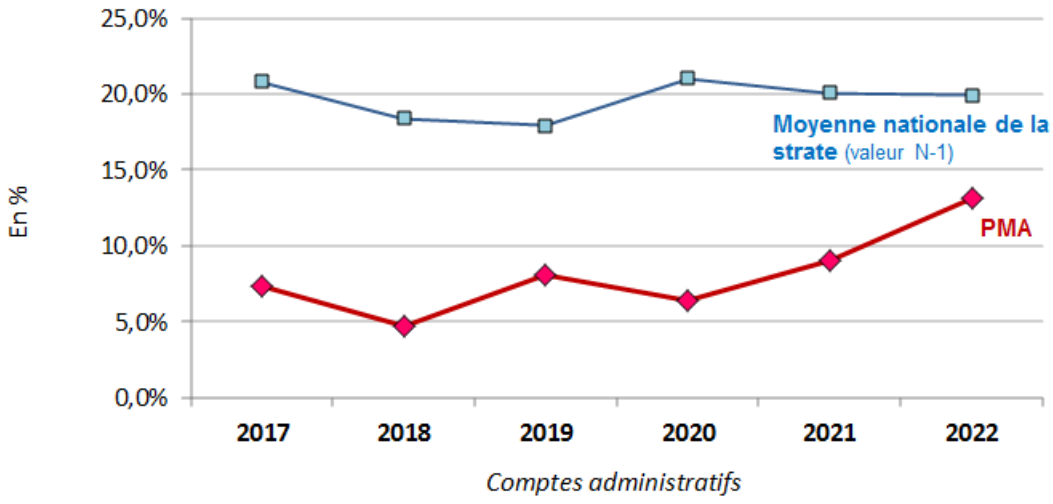

La part relativement mesurée des dépenses de personnel de PMA au regard de la moyenne découle notamment de l'importance des attributions de compensation (AC) reversées aux communes comme plus largement de la solidarité communautaire au sein de son budget de fonctionnement. Sa stabilisation en dessous des 25 % découle aussi des efforts réguliers pour en maîtriser son évolution.

**Ratio 8 : Dépenses de fonctionnement et remboursement dette en capital / recettes réelles de fonctionnement**




En 2022, le ratio de PMA retrouve un niveau sensiblement égal au niveau des années avant Covid. La crise sanitaire avait en effet induit une nette minoration des charges de fonctionnement en 2020, suivi, en 2021, d'une augmentation résultant notamment du versement effectif des aides aux entreprises.

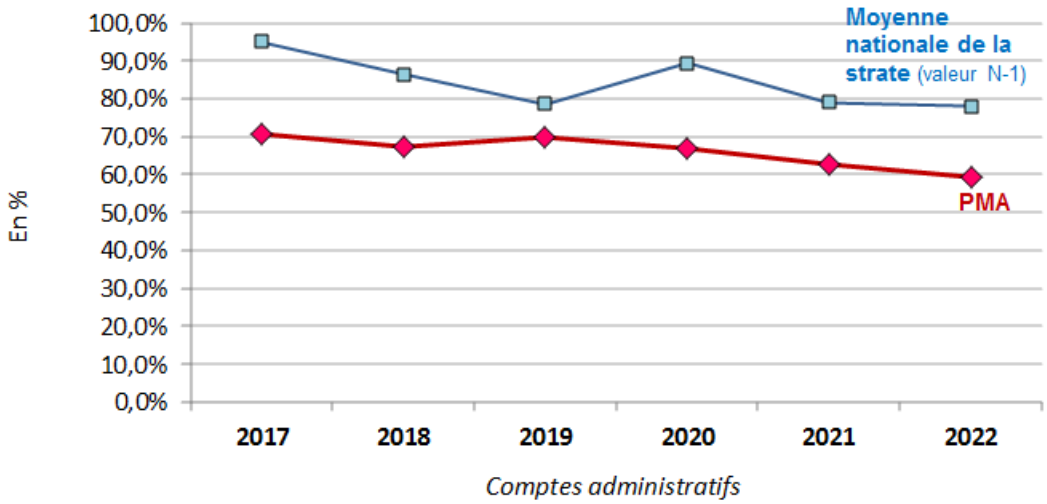
**Ratio 9 : Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement**




Le fait que ce ratio s'avère pour PMA inférieur à la moyenne, découle de l'importance des recettes réelles de fonctionnement de l'agglomération, dont une très large part est redistribuée aux communes membres dans le cadre des AC et du pacte financier et fiscal de solidarité ainsi qu'aux partenaires quasi-permanents des politiques publiques de PMA (établissements publics, principales associations, etc.).

En 2022, cependant, le ratio augmente, notamment en raison des dépenses d'équipement importantes liées à la construction du nouveau conservatoire. Cela devrait correspondre au pic de dépenses de ce grand chantier.

**Ratio 10 : Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement**




Rapportée à des recettes réelles de fonctionnement plus importantes que la moyenne, la part de la dette relevant du budget général de PMA demeure inférieure à la moyenne et s'est d'ailleurs réduite depuis 2020.

# Index des abréviations

| | |
|---|---|
| AC | Attribution de compensation |
| ADEME | Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie |
| ADNFC | Agence de développement économique Nord Franche-Comté |
| ADU | Agence de développement et d'urbanisme |
| AEP | Alimentation en eau potable |
| AERMC | Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse |
| AMII | Appel à Manifestation d'Intention d'Investissement |
| AMO | Assistance à maîtrise d'ouvrage |
| ANRU | Agence nationale pour la rénovation urbaine (dit aussi "ANTRU 2") |
| ANSSI | Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information |
| AP/CP | Autorisations de programme et crédits de paiement |
| BHNS | Bus à haut niveau de service |
| BIV | Bornes d'information voyageurs |
| BP | Budget primitif |
| CA | Compte administratif |
| CAF | Caisse d'allocations familiales |
| CDC | Caisse des dépôts et consignations |
| CEJ | Contrat "enfance et jeunesse" |
| CFE | Cotisation foncière des entreprises |
| CNRACL | Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales |
| CPAM | Caisse primaire d'assurance maladie |
| CVAE | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises |
| D3E ou DEEE | Déchet d'équipement électrique et électronique |
| DDFIP | Direction Départementale des Finances Publiques |
| DGF | Dotation globale de fonctionnement |
| DCRTP | Dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle |
| DM | Décision Modificative |
| DRAC | Direction régionale des affaires culturelles |
| DSC | Dotation de solidarité communautaire |
| DSIL | Dotation de soutien à l'investissement local |
| DSP | Délégation de service public |
| EPCI | Établissements publics de coopération intercommunale |
| FAL | Fonds d'aide au loyer |
| FCTVA | Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée |
| FDPTP | Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle |
| FEDER | Fonds européen de développement régional |
| FIPHFP | Fonds pour l'insertion des personnes handicapées de la fonction publique |
| FPIC | Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales |
| FRT | Fonds régional des territoires |
| GEMAPI | Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations |
| GVT | Glissement vieillesse technicité |
| IFER | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux |
| IRCANTEC | Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques |
| NPNRU | Nouveau programme de rénovation urbaine (dit aussi "ANTRU 2") |
| NPRU | Nouveau programme de renouvellement urbain |
| OMR | Ordure ménagère résiduelle |
| PAT | Projet alimentaire territorial |

## Index des abréviations (suite)

| | |
|---|---|
| PIA | Programme d'investissements d'avenir |
| PLH | Programme local de l'habitat |
| PMIE | Pays de Montbéliard immobilier d'entreprises |
| PNRU | Programme national pour la rénovation urbaine |
| PPCR | Parcours professionnels, carrières et rémunérations |
| PPI | Programmation pluriannuelle des investissements |
| QPV | Quartiers prioritaires de la politique de la ville |
| REOM | Redevance d'enlèvement des ordures ménagères |
| REOMi | Redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative |
| RIFSEEP | Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel |
| SCoT | Schéma de cohérence territoriale |
| SDIS | Service départemental d'incendie et de secours |
| SEM | Société d'économie mixte |
| SEPM | Société des eaux du Pays de Montbeliard |
| SIE | Syndicat intercommunal des eaux |
| SLT | Signalisation lumineuse tricolore |
| SMIX | Syndicat mixte Doubs très haut débit |
| SMTC | Syndicat mixte des transports en commun |
| SNC | Société en nom collectif |
| SPL | Société publique locale |
| SST | Sauveteur secouriste du travail |
| SYTEVOM | Syndicat mixte à vocation unique pour le transfert, l'élimination et la valorisation des ordures ménagères qui recouvre l'essentiel de la Haute-Saône ainsi que quelques secteurs rureaux du Doubs (ex. Communautés de communes de Baume-les-Dames, Clerval et l'Isles sur le Doubs) |
| TAD | Transport à la demande |
| TAFNB | Taxe additionnelle sur le foncier non bâti |
| TASCOM | Taxe sur les surfaces commerciales |
| TEOM | Taxe d'enlèvement des ordures ménagères |
| TEPCV | Transition énergétique pour la croissance verte |
| TF | Taxe foncière |
| TFB | Taxe sur le foncier bâti |
| TFNB | Taxe sur le foncier non bâti |
| TGAP | Taxe générale sur les activités polluantes |
| TH | Taxe d'habitation |
| THNS | Transport à haut niveau de service |
| THRP | Taxe d'habitation sur les résidences principales |
| THRS | Taxe d'habitation sur les résidences secondaires |
| TI | Territoires d'Innovation |
| TID | Territoires intelligents et durables |
| TP | Taxe professionnelle |
| TVA | Taxe sur la valeur ajoutée |
| UE | Union européenne |
| UIOM | Usine d'incinération des ordures ménagères |
| VAE | Validation des acquis de l'expérience |
| VM | Versement mobilité |
| VRD | Voirie et réseaux divers |
| VT | Versement transport |
| ZAE | Zone d'activités économiques |
| ZIF | Zone d'implantation des fournisseurs |